

**COMMISSION DE LA DÉFENSE
NATIONALE**

du

MERCREDI 26 JANVIER 2011

Matin

**COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING**

van

WOENSDAG 26 JANUARI 2011

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 10 h 06 par M. Filip De Man, président.

01 Questions jointes de

- M. Raf Terwingen au ministre de la Défense sur "l'avenir des musées militaires" (n° 1580)

- Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "le Musée Pégase" (n° 1911)

01.01 Annick Ponthier (VB): Le premier bataillon paracommando a quitté la citadelle de Diest en octobre 2010 et jusqu'au 1^{er} juillet, l'arrière-garde assurera la surveillance de la caserne qui sera ensuite transférée au commandement militaire de la province du Brabant flamand. Le Musée Pégase du premier bataillon paracommando, important sur le plan historique, doit donc déménager.

Le ministre a-t-il déjà une idée de sa nouvelle localisation et quand pourra-t-il l'annoncer avec certitude? À quels critères faut-il satisfaire? Juge-t-il la collection suffisamment précieuse pour justifier une exposition permanente? L'administration communale de Diest a-t-elle été consultée?

01.02 Raf Terwingen (CD&V): Le plan du ministre entraînera la fermeture de nombreuses casernes qui abritent souvent un petit musée. De ce fait, une part importante du patrimoine historique risque de se perdre.

Combien de petits musées sont menacés? Que peut faire le ministre pour sauvegarder ce patrimoine culturel?

01.03 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Plusieurs sites du patrimoine militaire sont gérés par le pôle historique de la Défense conformément à la loi de 2006. Il s'agit du mémorial de Breendonk, de la Foundation for Environmental Education Fort Eben-Emael, du mémorial McAuliffe à Bastogne, du site du mont Kemmel et du Couloir de la mort à Dixmude. Ces trois derniers sites sont gérés par le Musée royal de l'armée et d'histoire militaire et ne dépendent pas de casernes.

Dans la plupart des cas, les petits musées dépendent d'unités et non de quartiers. Rares sont les musées qui, à l'instar de ceux de Beverlo et de Leopoldsburg, sont rattachés à une caserne en particulier. D'autre part, quasi toutes les unités disposent d'un local où est entreposé le matériel de valeur historique mais auquel le public n'a pas accès.

Le plan de transformation prévoit notamment une directive inhérente au traitement du patrimoine historique en ce qui concerne les possessions du Musée royal de l'Armée entreposées dans les unités, le patrimoine historique des unités et des associations patriotiques, les armes à feu et le matériel susceptibles de présenter un certain intérêt historique mais dont le propriétaire est inconnu.

Cette directive invite les commandants de corps à fournir l'assistance nécessaire de manière à pouvoir assurer la sauvegarde du patrimoine historique. Les nouvelles dénominations des unités après la transformation sont connues et chaque unité dissoute connaît l'organisme qui reprendra ses traditions au sein de la Défense. En cas de non-reprise des traditions, le patrimoine doit être cédé au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire. La Défense n'est pas propriétaire du patrimoine historique des associations patriotiques. Il appartiendra à leur propriétaire d'en déterminer l'affectation.

L'ASBL Musée Pégase invoque l'ouverture de sa collection au public. Le déménagement vers un autre quartier militaire n'est cependant *a priori* pas exclu. La Défense est disposée à envisager d'autres lieux, pour autant que l'ASBL Musée Pégase soit disposée à déménager. Il lui appartient dès lors de déterminer la part du patrimoine qu'elle souhaite transférer à la Défense. Le Special Forces Group (SFG) hébergé à Heverlee assurera le respect des traditions du premier bataillon para-commando.

La concertation avec les Régions et les administrations locales a commencé pour ce qui est des nouvelles affectations du plan de secteur pour l'ensemble des quartiers à céder. La Défense est également disposée à organiser une concertation avec la ville de Diest. Des contacts informels ont déjà été établis. La ville de Diest et la province du Brabant flamand dressent actuellement un masterplan du site. La Défense siège au sein du groupe de pilotage qui se réunit régulièrement.

L'ASBL Musée Pégase affiche une histoire bien spécifique et dispose d'un matériel particulier. La Défense tente de trouver une affectation appropriée à la spécificité de ce musée sans se focaliser sur des critères particuliers.

01.04 Raf Terwingen (CD&V): Il est important de maintenir la coopération avec le Musée national de l'Armée. Je propose d'y associer les Communautés.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "l'accueil de demandeurs d'asile à la base de Weelde et la situation concernant l'accueil hivernal" (n° 1617)**

- **M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la situation en ce qui concerne l'accueil des sans-abri dans les casernes" (n° 1966)**

02.01 Theo Francken (N-VA): Les problèmes pratiques à la base de Weelde ont-ils été résolus en vue de l'accueil des demandeurs d'asile et des sans-abri cet hiver? Quels accords financiers ont été conclus avec la Croix-Rouge?

Le ministre a libéré quelque 2 000 places dans les bases militaires. Quel est le taux d'occupation?

02.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Depuis quand les huit casernes mises à disposition sont-elles opérationnelles? Combien de temps resteront-elles ouvertes pour l'accueil des sans-abri? Le nombre de places a-t-il été augmenté ou réduit dans certaines casernes? Combien de nuitées ont été enregistrées depuis le début de l'accueil dans chaque caserne? Une solution a-t-elle été trouvée pour le transport et l'accompagnement des sans-abri? Cela a-t-il une influence sur le taux d'occupation? Est-il exact que des papiers d'identité sont demandés à l'entrée des casernes?

02.03 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): À Weelde, la Défense ne met à la disposition des demandeurs d'asile que les infrastructures. Nous ne prévoyons pas de moyens financiers pour l'aménagement du centre d'accueil. La Croix-Rouge a ouvert ce centre le 17 janvier et y accueille actuellement 40 personnes. À l'instar des autres centres, le centre d'accueil de Weelde n'hébergera pas de sans-abri. Le centre d'accueil de Helchteren est ouvert depuis le 7 décembre 2010 et accueille actuellement 396 personnes. Le centre de Bierset est opérationnel depuis le 9 décembre et accueille actuellement 380 personnes. Le centre de Bastogne a ouvert ses portes le 15 décembre et accueille aujourd'hui 250 personnes.

En matière d'accueil des sans-abri, les huit casernes qui ont été ouvertes sont opérationnelles depuis le 1^{er} décembre 2010 et elles le resteront jusqu'au 31 mars 2011. La caserne de Liège est déjà ouverte depuis le 26 novembre 2010 et celle de Namur depuis le 29 novembre 2010. Seule la capacité d'Anvers a été augmentée de 30 places à la demande du CPAS. Les autres nombres correspondent toujours à ceux que j'ai communiqués dans la réponse que j'ai fournie le 1^{er} décembre 2010.

1 033 nuitées ont été enregistrées dans la province d'Anvers, soit une moyenne de 22 nuitées. Dans la

province de Namur, 713 nuitées ont été enregistrées, ce qui nous donne une moyenne de 13 nuitées. Dans la province de Liège, 1 342 nuitées ont été recensées, ce qui fait une moyenne de 23 nuitées.

Le transport et l'accompagnement des sans-abri sont et demeurent à charge des organisations sociales. Je me réfère à cet égard à mes réponses aux questions qui m'ont été adressées lors des réunions de commission des 10 novembre et 1^{er} décembre 2010.

Seuls les accompagnateurs sont invités à présenter leurs documents d'identité.

02.04 Theo Francken (N-VA): Après un rapide calcul, j'en arrive à un nombre de places compris entre 1 000 et 1 050. Deux mille places sont-elles réellement à disposition ou toutes les places sont-elles aujourd'hui occupées?

Nous savons que 1 000 personnes séjournent toujours dans des hôtels, ce qui produit un formidable effet d'aspiration, au même titre que les astreintes. Pourquoi ces hôtels n'ont-ils pas encore été vidés de leurs occupants?

02.05 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Comme toujours, la Défense a fait ce qu'on attend d'elle. Elle a donc mis 2 000 places à disposition. Pour ce qui regarde les autres éléments, je dois vous inviter à vous tourner vers le secrétaire d'État Courard.

02.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le ministre nous a donné les chiffres pour trois casernes. Les autres casernes ne sont-elles donc pas utilisées par des sans-abri?

02.07 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Dans les réponses que j'ai fournies à des questions précédentes, j'ai énuméré toutes les casernes qui sont mises à disposition jusqu'au 31 mars. Je ne puis que constater que les organisations sociales ne souhaitent pas faire usage de certaines infrastructures.

02.08 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Dans toutes ces autres casernes, aucune nuitée n'a donc été enregistrée. Cet état de fait met un problème particulier en évidence, à savoir les conditions que le ministre aurait imposées. La VVSG reproche en effet au ministre le caractère trop strict des conditions d'accompagnement et de transport, ce qui explique pourquoi l'accueil des sans-abri connaît un succès si limité cet hiver. Je constate que la Défense ne veut pas prendre cette mission sociale à sa charge.

02.09 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Manifestement, le cadre dans lequel nous travaillons n'a pas été un obstacle pour plus de 3 000 personnes qui ont bel et bien été hébergées dans des casernes.

02.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): La différence de taux d'occupation dont le ministre fait état est-elle à mettre en rapport avec des facteurs tels que l'accompagnement et le transport?

Le **président**: M. De Vriendt, soit vous posez une question écrite, de façon à ce que le ministre puisse répondre de façon circonstanciée, soit vous déposez deux ou trois questions orales. Le temps est limité. Sinon, cette partie de ping-pong pourrait encore durer.

L'incident est clos.

03 Question de M. Christophe Bastin au ministre de la Défense sur "les conclusions du Conseil des Affaires étrangères sur le développement des capacités militaires" (n° 1628)

03.01 Christophe Bastin (cdH): Le Conseil des ministres européens de la Défense du 9 décembre a souligné la nécessité de transformer la crise financière en une chance à saisir pour la Politique de sécurité et de défense commune en évitant les doubles emplois. *Le Monde* a cité comme exemple de désunion le développement de trois avions de combat européens différents, qui est une chance pour les concurrents américains, chinois et indiens.

Quoique nous soyons en affaires courantes, quelles dispositions sont-elles prises pour mettre les

conclusions du Conseil en pratique? Étant donné l'existence de plusieurs initiatives bilatérales, l'Europe de la Défense n'apparaît-elle pas comme divisée?

03.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Les initiatives bilatérales devraient créer une dynamique propre à favoriser la coopération entre les États membres. J'ai insisté sur le fait que plus la coopération augmentera en Europe, plus l'Union jouera un rôle actif et nécessaire pour la paix, la stabilité et la sécurité.

Lady Ashton a conclu que la crise est une opportunité et a insisté pour que le cadre de Gand reste la référence. Dans le n° 16 (janvier 2011) des *Security Policy Briefs* de l'Institut Egmont, le professeur Sven Biscop va dans le même sens.

Je vous transmettrai une copie du discours que j'ai prononcé hier devant la sous-commission de la Défense du Parlement européen et qui contient un compte rendu des résultats du Sommet de Gand et des options prises lors de la réunion du 9 décembre 2010.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Denis Ducarme** au ministre de la Défense sur "le programme BEST" (n° 1652)
- **Mme Kattrin Jadin** au ministre de la Défense sur "les futures vestes de nos militaires" (n° 1657)
- **M. Wouter De Vriendt** au ministre de la Défense sur "le programme d'acquisition BEST" (n° 1658)
- **M. Bert Maertens** au ministre de la Défense sur "les fuites dans la presse au sujet du programme 'Belgian Soldier Transformation'" (n° 1720)
- **M. Stefaan Vercamer** au ministre de la Défense sur "le fonctionnement de la commission des Achats militaires, eu égard à la récente discussion concernant les 'vestes intelligentes'" (n° 2003)
- **M. Denis Ducarme** au ministre de la Défense sur "les retombées économiques du programme BEST en faveur des firmes belges flamandes et francophones" (n° 2270)
- **M. Gerald Kindermans** au ministre de la Défense sur "le fonctionnement de la commission des Achats militaires, eu égard à la récente discussion concernant les 'vestes intelligentes'" (n° 2330)

04.01 Denis Ducarme (MR): Une mise au point en commission est nécessaire sur l'utilité du programme BEST décidé fin décembre par le gouvernement. La Belgique va donc collaborer avec les Pays-Bas et le Luxembourg pour lancer la pré-série d'une veste intelligente qui doit renforcer la sécurité de nos soldats en opération; ceux-ci devraient en être équipés autour de 2015.

Pouvez-vous nous rappeler le sens de l'engagement de la Belgique dans ce programme?

Les Pays-Bas conduiront cette procédure d'achat au nom des trois pays participants, mais il faut des retombées économiques pour des firmes belges. Il faudra donc que les Affaires économiques soient impliquées dans ce dossier. Pouvez-vous nous rassurer sur ce point?

Ce dossier a-t-il bien été transmis au SPF Économie? Les compensations directes pour l'industrie belge seront-elles privilégiées?

04.02 Kattrin Jadin (MR): Notre armée va investir dans de nouvelles vestes *hi-tech* dont le coût unitaire serait de 125 000 euros, ce qui n'est pas négligeable. Il est important que nos Forces armées soient bien équipées, mais pourquoi ont-elles besoin de ces vestes et pourquoi celles-ci ne seront-elles pas fabriquées en Belgique?

04.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Quels aspects du dossier d'achat BEST le ministre peut-il rendre publics? De plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer un débat public sur certains aspects des achats militaires. Quelle est la position du ministre en la matière? Pourquoi l'ensemble des éléments de ce dossier spécifique ne peuvent-ils pas faire l'objet d'un débat public? Je pose ces questions à l'occasion des fuites qui ont récemment eu lieu alors même que la commission des Achats militaires s'était réunie à huis clos.

04.04 Bert Maertens (N-VA): À la mi-décembre 2010, un membre de la commission des Achats militaires a transmis à des journalistes le dossier relatif à l'acquisition des vestes intelligentes. Je réproouve fermement

ces fuites. Notre groupe a envoyé au président de la Chambre un courrier lui demandant quelle solution il suggérerait d'apporter à cette affaire. Le président de la Chambre nous a fait savoir qu'il évoquerait cet incident avec le président de la commission des Achats militaires, à savoir M. De Vriendt.

Le président de la Chambre a déclaré dans la presse qu'il ne peut intervenir dans cette affaire, alors que le Règlement de la Chambre, mais aussi le règlement d'ordre intérieur de la commission des Achats militaires, sont très clairs à ce sujet. Le ministre a dit qu'il ferait examiner la possibilité d'entamer des démarches juridiques.

Quelles mesures envisage-t-il de prendre contre la personne concernée?

04.05 Gerald Kindermans (CD&V): Quelles initiatives le ministre a-t-il prises à la suite des fuites dans la presse? Quelles autres instances ont pris des mesures à la suite de ces fuites? Quelle a été la réaction de la personne concernée et de la Chambre? Quelles mesures le ministre peut-il prendre pour garantir le caractère confidentiel des travaux de la commission?

04.06 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Le président de la Chambre et celui de la commission parlementaire des Achats militaires m'ont fait savoir par écrit qu'ils déplorent profondément cette violation de l'obligation de secret. J'ai reçu entre-temps l'avis juridique de l'état-major de la Défense sur cette question. Il ressort de cet avis que si un parlementaire divulgue des informations confidentielles dans la presse, il peut effectivement être question d'une violation de l'article 458 du Code pénal. Il s'agit donc bien d'une infraction.

Le parlementaire jouit de l'immunité parlementaire en matière pénale mais celle-ci peut évidemment être levée. Seul le ministère public peut diriger la poursuite en matière de répression.

L'immunité parlementaire ne modifie en rien la responsabilité civile des parlementaires. Autrement dit, un parlementaire qui divulgue des informations confidentielles peut être tenu pour civilement responsable.

Je réitère ma question au président de la Chambre: ne faut-il pas, dans ce cas-ci, appliquer l'article 7 du protocole conclu entre la commission des Achats militaires et le ministre de la Défense nationale? Selon ledit article, un membre d'une commission ad hoc qui viole le secret perd le droit d'être membre de cette commission pour le reste de la législature. Le président de la Chambre décide sur avis de la commission et après audition du membre concerné. La décision finale est communiquée à la séance plénière subséquente.

(En français) Le programme BEST remédiera aux lacunes opérationnelles et sécuritaires auxquelles nos soldats sont confrontés dans un environnement hostile ou dangereux. Il permet la communication et la visualisation de la position des troupes amies. Ces appareils électroniques sont intégrés dans une sorte de sac à dos appelé *Smartvest*.

Le prix élevé de la pré-série (pour la Belgique, 40 *Smartvest* et cinq configurations de véhicules) est justifié par le développement du logiciel et des interfaces. Ces frais sont partagés entre les trois pays du Benelux. Les prix des séries seront sensiblement inférieurs. L'interopérabilité entre les pays du Benelux est garantie. Le système sera compatible avec les standards OTAN.

La plupart des composantes existent déjà sur le marché. Un développement reste cependant nécessaire pour l'intégration du nouveau système dans la chaîne de commandement et de communication. À ce sujet nous collaborons déjà avec les Pays-Bas.

Pour le dossier BEST, il n'y a encore ni cahier des charges ni contrat. L'industrie belge participera à la fabrication.

(En néerlandais) Certains aspects des achats militaires pourraient faire l'objet d'une certaine publicité mais un grand nombre de dossiers ne peuvent, à ce stade, être rendus publics, que ce soit pour des raisons économiques ou pour garantir la sécurité de nos militaires.

04.07 Denis Ducarme (MR): Il est rassurant d'entendre parler d'un retour industriel et économique pour la Belgique. Nous tenons évidemment à voir la valeur ajoutée belge trouver sa place dans un tel projet.

Je n'ai pas le sentiment que les informations du *Standaard* aient révélé grand-chose. Certains ont caricaturé en s'étonnant du prix de 5 millions d'euros pour l'achat de 40 vestes, alors que ce n'est évidemment pas comparable avec des vestes ordinaires.

Je ne vois pas en quoi un débat sur cette question dévoilerait quelque secret-défense extrêmement important ou sensible.

04.08 Kattrin Jadin (MR): Il me semble justifié d'aborder ici la question de la transparence, suite à ce qui est paru dans la presse.

04.09 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): En tant que président de la commission des Achats militaires, je continuerai à veiller au respect du Règlement et du protocole.

04.10 Bert Maertens (N-VA): La Défense va-t-elle à présent déposer une plainte auprès de la justice? Je demande officiellement l'application immédiate des dispositions réglementaires concernant la violation du secret. La Conférence des présidents a du reste récemment adopté une proposition visant à ajouter la commission des Achats militaires à la liste des commissions soumises par le Règlement de la Chambre au respect scrupuleux du secret.

04.11 Gerald Kindermans (CD&V): Il faut en effet que les règles déontologiques offrent les garanties nécessaires. Le cas est particulièrement regrettable, d'autant plus que le collègue concerné n'a pas participé aux discussions techniques de la commission, mais ne s'est pas privé de les commenter le lendemain dans la presse. Le Règlement prescrit explicitement le secret et précise que le président de la Chambre peut demander au groupe politique de remplacer le membre concerné. J'insiste également sur une application rigoureuse du Règlement.

04.12 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Les conditions du protocole doivent être mises en œuvre. Le président de la Chambre ainsi que le président de la commission des Achats militaires jouent un rôle essentiel à cet égard.

04.13 Bert Maertens (N-VA): Le ministre va-t-il entreprendre une quelconque démarche dans cette affaire ou en laissera-t-il le soin à son administration?

Le **président**: Il est clair que le ministre ne désire pas répondre à cette question. Il n'y est pas tenu.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur "les chars d'assaut Leopard 1A5" (n° 1686)

05.01 Karolien Grosemans (N-VA): Deux bataillons de chars sont encore équipés de chars Leopard. L'objectif était de remplacer ces derniers par des véhicules blindés sur roues. Le précédent ministre de la Défense a acheté 18 *Armoured Infantry Vehicles* (AIV) dont l'actuel ministre a annoncé l'an passé qu'il comptait les vendre.

Si la mobilité constitue un élément crucial des missions de paix assurées par la Défense, la protection et la sécurité de nos militaires doivent rester notre souci majeur. Un rapport publié récemment par les autorités canadiennes sur l'opération Medusa en Afghanistan a révélé que les AIV présentaient des lacunes graves. Le Canada a dès lors décidé de ne pas investir dans des AIV et d'acheter 20 chars Leopard.

Combien d'AIV ont déjà été livrés? Seront-ils vendus? Dans l'affirmative, je voudrais connaître les acheteurs et le prix demandé. Dans la négative, dans quels régiments les AIV seront-ils mis en service?

05.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): La Défense ne projette pas d'acquérir des chars d'assaut.

Dans le cadre de la réforme de l'armée, des régiments de lanciers ont été dissous vers la moitié de l'année 2010 puis remplacés par ce qu'on appelle des "medium forces". Un bataillon médian est constitué d'un état-major et de services mais aussi de deux compagnies médianes, d'une compagnie "direct fire" et d'un peloton de reconnaissance. Une compagnie médiane sera composée de douze AIV fusilier et de quatre AIV "direct fire" de 30 mm. Ces compagnies ne disposeront en aucun cas de chars d'assaut modernes. Le AIV DF30 est une plate-forme standard sur laquelle est montée une station d'armes calibre 30 mm avec une mitrailleuse coaxiale de 7.62 mm et un équipage de trois personnes ainsi qu'une équipe antichar de trois personnes. Cet AIV est capable de détruire des véhicules légèrement blindés. Les compagnies AIV DF30 sont stationnées à Bourg-Léopold et à Marche-en-Famenne.

Les AIV DF90 de la tranche fixe qui ont déjà été livrés ou qui seront livrés seront utilisés dans le cadre de l'entraînement des unités. Une utilisation de ces systèmes en opération n'est pas envisagée. Cette tranche fixe est livrée parce que la dénonciation complète du contrat serait lourde de conséquences sur le plan financier. Les dommages-intérêts dus à la firme en question seraient aussi élevés que le prix d'achat des 18 véhicules de la tranche fixe. La Défense n'a encore examiné aucune possibilité concrète en ce qui concerne la vente des véhicules munis d'un canon de 90 mm.

05.03 Karolien Grosemans (N-VA): Le ministre a donc renoncé au projet de vendre les véhicules AIV DF90?

05.04 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Le projet n'est pas abandonné mais les possibilités n'ont pas encore été étudiées. Nous attendons que les véhicules soient livrés.

05.05 Karolien Grosemans (N-VA): La livraison de l'ensemble des 18 véhicules AIV DF90 ne se terminera que vers la fin de 2012 et ce n'est qu'à ce moment-là que le ministre entend chercher des candidats-acheteurs. Ces véhicules seront affectés à l'entraînement des unités. Qu'entend-il précisément par là?

05.06 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Il s'agit des unités qui sont entraînées pour les préparer à effectuer des opérations à l'étranger.

L'incident est clos.

06 Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "les futurs investissements sur la base aérienne de Florennes" (n° 1834)

06.01 Anthony Dufrane (PS): Vous avez annoncé en commission de la Défense nationale du 20 octobre 2010 qu'un investissement de 4,28 millions d'euros allait être présenté au gouvernement pour la base aérienne de Florennes, donnant ainsi certaines garanties de sa pérennité (voir *Compte rendu analytique* 53 COM 8, p. 40).

Pourriez-vous me dire où en est ce dossier et me communiquer sa date de présentation au gouvernement?

06.02 Pieter De Crem, ministre (en français): Le gouvernement étant en affaires courantes, une prudence budgétaire doit être observée. Chaque département est tenu de soumettre à l'approbation du Conseil des ministres les dossiers qui répondent à certains critères, comme la continuité du service, l'urgence ou la préservation des intérêts nationaux, si leur montant dépasse un seuil fixé et s'ils ont obtenu un avis positif et inconditionnel de l'Inspection des Finances. C'est pourquoi j'ai présenté dernièrement plusieurs dossiers au Conseil des ministres.

En ce qui concerne Florennes, je répète qu'il n'entre nullement dans mes intentions de fermer cette base et les investissements qui y ont été planifiés seront poursuivis normalement. Les dossiers qui se trouvent dans les conditions citées ci-dessus seront présentés au Conseil des ministres dès qu'ils seront finalisés, en principe au second semestre 2011 pour les dossiers devant être engagés cette année.

L'incident est clos.

07 Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "la rationalisation des infrastructures militaires dans le cadre du plan de 'finalisation de la transformation'" (n° 1835)

07.01 Anthony Dufrane (PS): Le plan de transformation des Forces armées prévoit de conserver 57 quartiers, d'en supprimer 22 et d'aliéner neuf installations d'entraînement et terrains d'exercice.

Quels sont les quartiers et installations ou terrains d'exercice déjà fermés ou aliénés? Quel prix en avez-vous obtenu? Correspond-il aux estimations prévues au budget? Où comptez-vous réinvestir cet argent?

Les échéances pour les autres aliénations prévues à court terme seront-elles tenues? À combien en estimez-vous les recettes? Où comptez-vous les réinvestir?

07.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Le calendrier, qui s'étale sur plusieurs années, est respecté. Les installations fermées en 2010 sont: le quartier Limbosch à Diest; le quartier Gooreind à Herentals; le dépôt Weelde en Campine; le quartier Helchteren à Houthalen-Helchteren; une partie de la base de Bierset; la plaine de Sans-Souci à Bastogne; une partie du champ de tir à Brasschaat; l'île Vas-t'y-Frotte à Jambes; la partie Nord du domaine de Marche-les-Dames.

L'estimation des biens relève des Finances. La Défense dépend, pour la procédure de vente, d'autres organismes fédéraux, régionaux et communaux, ainsi que des candidats acquéreurs.

Les recettes sont réinvesties dans de grandes infrastructures militaires nationales et de l'OTAN, par exemple à Mons.

En 2010, le SPF Finances a vendu une partie de la base de Bierset pour 2,6 millions d'euros, correspondant à l'estimation du budget 2010. En ce qui concerne le détail des recettes à réaliser pour les années suivantes, je propose de vous fournir une liste écrite.

07.03 Anthony Dufrane (PS): Y a-t-il des réunions avec le SPF Finances pour suivre la situation?

07.04 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Oui, mais ce sont les comités d'achat qui sont chargés des conditions de vente. Des réunions ont eu lieu avec les Régions, qui jouent un rôle important dans la destination des terrains, et un accord informel a été conclu avec les communes en cette matière.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "l'audit de la Cour des comptes 'Tirer des enseignements des opérations militaires à l'étranger'" (n° 1849)
- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "le rapport de la Cour des comptes 'Tirer des enseignements des opérations militaires à l'étranger'" (n° 1987)
- M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "le rapport de la Cour des comptes 'Tirer des enseignements des opérations militaires à l'étranger'" (n° 2002)
- M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "le récent rapport de la Cour des comptes 'Tirer des enseignements des opérations militaires à l'étranger'" (n° 2157)

08.01 Theo Francken (N-VA): La Cour des comptes a réalisé un audit du système d'"*Evaluation & Lessons Learned*" de la Défense et plaide pour un système de rapportage unique pour l'enregistrement des leçons. Par ailleurs, il y a lieu de les valider sur la base des critères de l'OTAN afin de rendre le système plus efficace. Le processus doit faire l'objet d'un suivi cohérent et transparent, la hiérarchie doit utiliser le système de manière plus visible et les informations recueillies dans le cadre de différentes opérations doivent faire l'objet d'une analyse plus approfondie afin de pouvoir identifier certaines constantes. Dans sa réplique le ministre a indiqué qu'une telle procédure était impossible à mettre en œuvre en raison du caractère confidentiel de certaines missions à l'étranger.

Avec quels éléments avancés par la Cour des comptes le ministre peut-il marquer son accord? Prévoit-il de

prendre des mesures sur la base de ce rapport en vue d'améliorer un certain nombre de procédures d'évaluation?

08.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Les conclusions de la Cour des comptes sont critiques à maints égards. Par exemple, la Cour observe que les informations communiquées au Parlement sont fragmentaires et trop générales et qu'il est permis de s'interroger sur le bon fonctionnement de la banque de données *Lessons Learned*. En outre, il n'existe aucun système de validation digne de ce nom et il n'est pas certain que la hiérarchie utilise effectivement cette banque de données ainsi que les rapports. Enfin, il faut selon la Cour intégrer ce système dans le concept de l'évaluation opérationnelle. Par ailleurs, il y a un manque patent de transparence en ce qui concerne le coût des missions à l'étranger.

Le ministre a-t-il pris des mesures pour tenir compte de ces observations et pourrait-il fournir un aperçu des coûts bruts de chaque opération à l'étranger pour 2010?

08.03 Gerald Kindermans (CD&V): Nous avons lu avec grand intérêt le rapport de la Cour des comptes intitulé "Tirer des enseignements des opérations militaires à l'étranger". Hélas, la crédibilité de ce rapport est en partie mise à mal par le fait qu'il recourt aussi à des documents, quelquefois même copiés littéralement, relatifs au contrôle parlementaire de l'engagement de forces armées à l'étranger. Les parlementaires Vandenhove, Vautmans et De Vriendt y sont même remerciés pour leur collaboration. Ces parlementaires attribuent ainsi à leurs propres points de vue une certaine crédibilité par le truchement d'un article scientifique puis posent des questions à ce sujet.

Quelle méthode de travail a été utilisée pour la communication d'informations? Quel cheminement conduit aux procédures? Comment sait-on comment la Cour des comptes aborde celles-ci?

08.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Je souscris à l'analyse de la Cour des comptes qui indique que la Défense a conçu un système valable pour collecter, analyser et diffuser des informations sur les problèmes survenus dans le cadre de missions effectuées à l'étranger. Nous tentons de faire preuve de créativité et nous sommes à présent critiqués sur ce point. La critique est aisée et l'art est difficile.

Le document n'a aucun caractère scientifique. MM. Vandenhove et De Vriendt et Mme Vautmans ont été invités à exprimer leur vision, mais personne n'a par exemple été consulté au CD&V, ce qui discrédite totalement le document. J'en ai informé le président de la Cour des comptes, mais j'attends sa réponse.

Le processus "*Evaluation and Lessons Learned*" est un processus dynamique en perpétuelle amélioration. La Cour des comptes l'a analysé entre juillet et décembre 2009. Plus d'une année s'est écoulée et de nombreuses corrections ont déjà été apportées. Le processus actuel est conforme aux recommandations de l'audit et au processus *Lessons Learned* de l'OTAN.

Un récent rapport de l'inspecteur général de la Défense est actuellement analysé dans le but de parfaire encore les futures opérations de maintien de la paix et de la sécurité.

En 2010, les coûts ont été de 3,285 millions d'euros pour la KFOR au Kosovo, de 103,405 millions d'euros pour l'ISAF en Afghanistan, de 1,145 million d'euros pour Das Close Protection en Afrique, de 11,633 millions d'euros pour la MONUC/MONUSCO dans l'est du Congo, de 0,369 million d'euros pour l'UNOCI en Côte d'Ivoire, de 9,6 millions d'euros pour l'opération Atalante, de 0,001 million d'euros pour l'Ocean Shield dans l'océan Indien, de 0,262 million d'euros pour l'UNMIS au Soudan, de 0,1 million d'euros pour l'EUTM en Somalie, de 0,033 million d'euros pour le soutien OTAN à l'Union africaine, de 0,077 million d'euros pour l'opération PPM au Burundi et de 0,076 million d'euros au Bénin, de 1,343 million d'euros pour le tremblement de terre en Haïti, de 0,033 million d'euros pour Active Endeavour en Méditerranée et de 0,484 million d'euros pour l'opération Open Spirit en mer Baltique.

Selon la Cour des comptes, le budget n'est pas assez transparent, dès lors qu'il n'indique pas le coût de chaque opération individuelle. Si les coûts d'une opération déterminée ne sont pas divulgués, c'est simplement parce qu'au moment de la publication des documents parlementaires, tous les détails de l'opération ne sont pas encore connus. Depuis quelques années, la Défense s'efforce de mieux justifier sa proposition budgétaire, ce que la Cour des comptes a reconnu. Dans la mesure du possible, le coût estimé

de chaque opération sera mentionné dans le budget 2011.

La Cour des comptes indique également qu'une partie des dépenses liées aux opérations n'est pas imputée au programme budgétaire *ad hoc*. À cet égard, je persiste et signe en disant que seules les dépenses liées aux opérations doivent être imputées au programme budgétaire des opérations.

Pour le reste, je renvoie mes confrères à ma réponse écrite au projet de rapport sur les opérations militaires à l'étranger, que l'on peut retrouver dans le rapport de la Cour des comptes.

08.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le ministre reste vague sur la manière dont il entend mettre en œuvre les recommandations de la Cour des comptes. La Cour s'en plaint d'ailleurs également. Le ministre a en outre une attitude assez dénigrante à l'égard du travail réalisé par la Cour des comptes. C'est un peu facile de se servir de l'analyse du chercheur FWO pour affaiblir l'ensemble du rapport. Toutes les autres recommandations de la Cour des comptes ont été bel et bien élaborées par la Cour elle-même.

Il s'agit d'un rapport très intéressant et la réponse du ministre est décevante. J'espère qu'il se donnera la peine d'étudier le rapport en interne et qu'il mettra en œuvre les recommandations qu'il contient.

08.06 Gerald Kindermans (CD&V): J'ai des doutes quant à la crédibilité d'un document dont des pans entiers sont simplement recopiés d'un autre document, lui-même peu crédible car inspiré par trois parlementaires.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur "l'accident d'un F-16 au Maroc" (n° 1856)

09.01 Karolien Grosemans (N-VA): Le 16 décembre 2010, plusieurs régions du Maroc et de l'Algérie se sont retrouvées sans courant parce qu'un F-16 belge avait heurté des câbles à haute tension. Il serait question en l'occurrence d'un comportement "digne d'une scène de Top Gun".

Que s'est-il passé exactement? Comment le Maroc et l'Algérie ont-ils réagi à cet incident? Quels sont les dommages au F-16 et à quel montant se chiffrent les coûts indirects pour les deux pays concernés?

09.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): L'accident du F-16 au Maroc est survenu le 11 novembre 2010 pendant une période d'entraînement intensif comportant, entre autres, des vols à très basse altitude à partir de la base aérienne de Sidi Slimane dans le Nord du Maroc. L'enquête est en cours et aucune conclusion officielle ne peut, dès lors, être communiquée.

Je me suis excusé auprès de mon collègue marocain pour cet incident.

Jusqu'ici, la section Contentieux de la Direction générale de l'Appui juridique et de la Médiation n'a reçu aucune réaction.

Les dégâts au F-16 consistent en des entailles sur les ailes et au niveau des points d'ancrage. Le F-16, qui a été démonté, se trouve actuellement à la base de Melsbroek. Il sera transporté à Florennes par transport routier dans les prochaines semaines. Une expertise établira alors les coûts de réparation.

La Défense n'a pas connaissance, pour l'instant, d'une estimation des dommages subis par le Maroc et l'Algérie.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "la décision du Conseil des ministres du 24 décembre 2010 concernant la participation à des opérations en 2011 et à la NRF en 2011-2013" (n° 1882)**

- M. Philippe Blanchart au ministre de la Défense sur "les engagements opérationnels en 2011" (n° 2321)

10.01 Theo Francken (N-VA): Lors du Conseil des ministres du 24 décembre 2010, l'engagement opérationnel belge à l'étranger a été fixé.

Quel est le contingent maximum qui peut être déployé pour des opérations à l'étranger? Combien de militaires et de civils pourront être déployés simultanément? À combien s'élèvera le nombre d'effectifs au sein des états-majors internationaux en 2011? Quelle est l'estimation des coûts pour assurer le respect de nos obligations internationales en 2011? Ce montant est-il en augmentation par rapport à 2010? La mission UNTSO et l'expédition Belare seront-elles arrêtées en 2011? La mission au Liban se terminera-t-elle définitivement le 31 août 2011?

10.02 Philippe Blanchart (PS): Le Conseil des ministres du 24 décembre a approuvé les engagements opérationnels pour 2011 ainsi que la contribution belge à la *Nato Response Force* pour la période 2011-2013.

Quels sont les différents théâtres d'opération sur lesquels nos militaires sont actifs, le nombre de participants pour chaque opération, la durée de l'engagement ainsi que le budget alloué?

Sur ces sujets, un exposé devant le Parlement serait souhaitable.

Quel est le bilan des missions anti-piraterie dans le golfe d'Aden et dans le bassin somalien?

Le projet de renforcement des capacités maritimes locales pour la lutte anti-piraterie à mettre en place à Djibouti et au Yémen a-t-il déjà été discuté entre les ministres européens de la Défense?

Si oui, quels seraient les contours de cette nouvelle mission?

10.03 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Le plafonnement du contingent pour les opérations à l'étranger est décrit dans la note d'orientation politique de juin 2008. Conformément à l'accord de gouvernement, une part plus importante du budget de fonctionnement sera consacrée aux opérations et aux entraînements. Nous visons une moyenne annuelle de 1 200 militaires pour les opérations de maintien de la paix.

Pour l'heure, et jusqu'au retour de la frégate Louise-Marie le 7 février 2011, quelque 1 000 militaires sont opérationnels à l'étranger. À partir du mois de mars et jusque fin 2011, il s'agira de quelque 800 militaires. Par ailleurs, quelque 55 militaires travaillent dans les états-majors internationaux. Fin mars, le ministre de la Défense soumettra de nouvelles propositions au Conseil des ministres.

Le coût pour honorer nos obligations internationales est estimé à 156,463 millions d'euros bruts ou 76,766 millions nets pour 2011. Ce montant n'est pas supérieur à celui de 2010.

Notre participation à l'opération UNTSO figure dans ma note soumise au Conseil des ministres et elle sera poursuivie en 2011. La mission Belare sera désormais inscrite au budget Entraînement.

(*En français*) Un tableau reprenant nos engagements opérationnels pour 2011 va vous être fourni par mes collaborateurs.

La frégate Louise-Marie a terminé sa mission Atalante le 20 janvier. Le navire est attendu à Zeebrugge le 7 février. Nous constatons d'ores et déjà que le navire a pu remplir sa mission avec succès.

L'Union européenne pense à une mission de développement maritime local, comportant deux volets: assistance dans la planification du matériel et, ensuite, formation à terre et en mer dans le domaine nautique et tactique. Le but de ce projet est de développer une capacité dans le cadre de la *Eastern African Maritime Component* (EAMC) et une capacité pour la Somalie de contrôler son littoral. Ce projet n'a pas encore été discuté entre les ministres européens de la Défense.

10.04 Theo Francken (N-VA): À l'issue de l'opération au Liban à la fin août, le nombre de militaires participant à des opérations à l'étranger ne s'élèvera dès lors plus qu'à environ 700?

10.05 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Notre participation à l'opération onusienne au Liban a, sur ma proposition, été prolongée jusqu'à fin août. Cette décision a été prise dans une période d'affaires courantes et une décision définitive devra intervenir fin mars. Il n'est pas vrai que je ne soutiens pas cette opération. L'orientation de notre présence a toutefois été modifiée: nous avons quitté l'hôpital de campagne à Tibnin et nous nous concentrons maintenant sur notre mission principale, à savoir le déminage sur la Ligne bleue.

L'incident est clos.

11 Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "la réaffectation de la caserne de la citadelle de Diest" (n° 1920)

11.01 Theo Francken (N-VA): Certaines avancées auraient semble-t-il été notées dans le dossier relatif à la réaffectation de la caserne de la citadelle de Diest. La province a déjà organisé en janvier et mars 2010 des réunions de concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués. Une rencontre a ensuite eu lieu sur le terrain, après quoi un groupe de pilotage réunissant plusieurs interlocuteurs dont la Défense a été institué.

En sait-on déjà davantage sur la réaffectation de la citadelle? Est-il exact qu'une étude de faisabilité portant sur ce projet a été réalisée ou est en cours de réalisation à la demande de la ville et de la province? Quels en sont les résultats ou pour quand attend-on les conclusions de cette étude? Comment s'est déroulée la dernière réunion du groupe de pilotage? Quand se réunira-t-il à nouveau? Qui représente la Défense? Qui se chargera du financement du projet de réaffectation? Quel est le montant demandé par la Défense pour la vente du site? A-t-on déjà trouvé un acquéreur?

11.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Le niveau de pouvoir appelé à prendre une initiative en matière d'aménagement futur du territoire dans le cadre du plan de secteur a été défini pour chaque site que la Défense a quitté en 2010. Il s'agit selon les cas de la commune, de la province ou de la Région.

Dans le cas que vous citez, la ville et la province ont en effet chargé un bureau externe de réaliser une étude de faisabilité portant sur les différentes options possibles. Cette étude devant être achevée au printemps, aucun choix n'a encore été opéré.

Le groupe de pilotage composé de fonctionnaires qui assure le suivi de cette étude de faisabilité s'est réuni pour la première fois le 26 novembre 2010. Une deuxième réunion n'est pas encore prévue.

C'est le groupe de travail, et non le groupe de pilotage, qui s'est réuni le 23 décembre 2010. À la demande de la ville, une délégation de la Défense, et plus précisément le commandement de quartier, était présente. Les réunions se déroulent dans un climat constructif et le bureau d'étude externe reçoit les informations nécessaires.

Les coûts liés à la transformation de la citadelle devront probablement être pris en charge par le nouveau propriétaire. La Défense transférera le site au SPF Finances, qui déterminera sa valeur vénale. On ignore encore s'il s'agira d'une procédure d'expropriation amiable ou d'une vente au plus offrant.

La Région flamande, à savoir l'agence flamande pour la nature et les forêts, s'intéresserait aux terrains environnants.

11.03 Theo Francken (N-VA): J'espère que le site deviendra propriété de la ville ou de la province, afin qu'il puisse garder un caractère public.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **M. Wouter De Vriendt** au ministre de la Défense sur "la critique du chef de la Défense M. Delcour" (n° 1932)

- **Mme Annick Ponthier** au ministre de la Défense sur "les propos critiques tenus par le chef d'état-major Delcour" (n° 1934)

- Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "les équilibres linguistiques au sein de l'armée" (n° 1937)
- M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "la récente lettre de vœux du chef de la Défense, le général Charles-Henri Delcour" (n° 1954)
- M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "la note du 24 décembre du général Delcour" (n° 2311)

12.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): La presse a rapporté les propos très critiques du chef d'état-major Delcour à l'égard de l'actuelle politique de la Défense.

La commission peut-elle obtenir le texte intégral de la lettre de vœux du Nouvel An du CHOD? Comment le ministre réagit-il à la critique concernant le service militaire volontaire? Comment le ministre peut-il continuer à le défendre? Que pense le ministre de l'affirmation selon laquelle la concentration de moyens et de personnel dans le cadre des opérations en Afghanistan met en péril le fonctionnement de l'armée dans d'autres régions?

Nous soulignons depuis longtemps l'importance que revêtent la collaboration internationale et la répartition des tâches en fonction du contrôle des budgets militaires. La spécialisation et la répartition des tâches au niveau européen ou entre différents pays sont indispensables.

Quelles sont les réalisations du ministre dans ce domaine? Les dissensions entre le ministre et le chef d'état-major ne risquent-elles pas d'hypothéquer le fonctionnement de la Défense en général?

12.02 Annick Ponthier (VB): Les observations critiques du chef d'état-major doivent tout de même être fondées sur des données ou des chiffres concrets? Quelles en seront les conséquences pour les relations personnelles entre le ministre et le patron de l'armée? Quels contacts le ministre-a-t-il eu avec ce dernier à la suite de ces déclarations et qu'en est-il résulté? Que pense le ministre de ces différentes observations et est-il en mesure de les réfuter au moyen de chiffres?

Ma deuxième question porte sur les déclarations du chef d'état-major à propos du déséquilibre linguistique au sein de l'armée. Le Vlaams Belang estime que chacun bénéficie des mêmes opportunités et choisit librement d'en profiter ou non. Il s'agit essentiellement à nos yeux d'une question d'attitude; pour le chef d'état-major il s'agit d'une différence de qualité dans l'enseignement de la deuxième langue et d'une disponibilité plus réduite de la part des francophones à accepter des mutations à Bruxelles, en Flandre ou à des postes internationaux.

Le chef d'état-major annonce des mesures pour encourager le bilinguisme des officiers, mais de telles mesures n'ont-elles pas déjà été prises? Quels en ont été les résultats? Quelles sont les mesures envisagées par le chef d'état-major et quel en est le calendrier? Une évaluation est-elle prévue et à quel moment?

12.03 Gerald Kindermans (CD&V): À en croire *De Standaard*, dans sa lettre de vœux, le chef d'état-major aurait énuméré une série de points parmi lesquels l'équilibre linguistique, la participation à des opérations à l'étranger, le service militaire volontaire, la présence autorisée de journalistes embarqués et le budget de la Défense.

Le ministre peut-il brièvement commenter ces différents points?

12.04 Anthony Dufrane (PS): Selon le général Delcour, notre participation aux missions internationales et nationales a été réalisée en usant "jusqu'à la corde" le matériel existant, sans prévoir son remplacement.

Pouvez-vous nous donner les chiffres des investissements effectués de 1999 à 2007 ainsi que ceux effectués de 2007 à 2010? Quel matériel est-il usé "jusqu'à la corde"?

Le CHOD a affirmé que la cohérence de nos investissements avec nos besoins opérationnels réels n'était plus assurée, étant donné que, par le passé, les tranches optionnelles concernant le remplacement des véhicules opérationnels de la composante terrestre auraient été arbitrairement fractionnées.

Quel est le nombre de véhicules LMV, MPPV, AIFV engagés aujourd'hui en opération à l'étranger par rapport aux véhicules commandés et livrés? Pensez-vous qu'il serait vital pour la Défense d'équiper l'ensemble de son personnel et de ses unités de leurs propres équipements?

Le général Delcour relève un problème au niveau des effectifs, à la suite de la restructuration du personnel initiée par votre "plan de finalisation de la transformation".

Par quelles mesures allez-vous améliorer le recrutement? Comment endiguer le niveau d'attrition durant la formation initiale chez les volontaires, les sous-officiers et les officiers?

Concernant la restructuration des infrastructures, quand aurons-nous au Parlement une présentation de votre plan pluriannuel? Je regrette que l'audition du CHOD n'ait pas été retenue par mes collègues.

Serez-vous disposé à vous mettre à la disposition du Parlement, à mi-parcours de votre réforme, pour lui exposer une sorte de bilan?

12.05 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Je suis amené à fournir des relevés chiffrés, et je pense qu'une réponse écrite aurait été plus indiquée.

Monsieur Dufrane, je suis prêt à faire un exposé sur l'évolution des investissements depuis 1999. Cependant, je vous propose de vous transmettre toutes ces données par écrit pour gagner du temps.

(*En néerlandais*) Le CHOD déplore avant tout que l'on joue des jeux politiques et souligne que sa relation avec moi est correcte et que nous avons sereinement mené à bonne fin la transformation de la Défense.

Le service militaire volontaire a été lancé il y a quatre mois. Le recrutement se déroule plutôt bien et le nombre d'abandons est comparable à celui constaté dans le cadre du circuit de recrutement officiel.

Le CHOD n'a pas fait de déclarations à propos de la concentration de moyens et de personnel en Afghanistan, mais il concède que les conditions de travail y sont extrêmes.

Il n'y aucune raison pour mettre en doute la mise en œuvre des choix du gouvernement par la Défense. Le plan de réforme et son exécution en constituent la meilleure preuve.

Il n'a pas été possible de prévoir une phase de décompression en 2010, étant donné que le dossier avait été mal préparé et mal conçu. J'étudierai toute proposition de site qui me serait faite pour la décompression, mais je considère ce point comme un élément accessoire.

La discussion relative aux équilibres linguistiques ne date pas d'hier. Je propose d'attendre les résultats des discussions qui auront lieu au sein du groupe de travail parlementaire présidé par M. Maertens avant de tirer des conclusions en la matière.

(*En français*) Un nouveau concept de recrutement m'a été proposé par les services compétents. Il compte trois piliers, les *active recruiters*, les *local recruiters* et les canaux de communication proches du monde digital des jeunes.

Concernant le matériel, les chars Leopard sont usés jusqu'à la corde mais il ne sont plus employés pour nos missions à l'étranger: c'est la nouvelle génération des AIV et des MPVV qui sont utilisés.

Le seul plan d'investissement réalisé ces trois dernières années, pour lequel j'ai dû rechercher des moyens, est le plan Van Daele.

12.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De nombreuses critiques formulées par le CHOD sont identiques aux remarques de mon groupe. La concentration des moyens sur une seule opération entraîne un déséquilibre et n'est pas sans risques. L'unité est essentielle pour la politique de défense. Si le chef d'état-

major ne partage pas le point de vue du ministre, il y a un réel problème.

12.07 Annick Ponthier (VB): La diffusion de certaines notes critiques n'est pas de nature à favoriser le bon fonctionnement de la Défense. Nous nous baserons sur des données et des chiffres concrets pour en tirer les conclusions.

Le ministre a-t-il fait mention dans sa réponse de ses initiatives concernant les questions linguistiques?

12.08 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Je fais référence dans la réponse que j'avais préparée à une réponse précédente sur le sujet.

12.09 Annick Ponthier (VB): Dans sa réponse aux questions précédentes le ministre n'a pas davantage indiqué quelles initiatives allaient être prises pour encourager concrètement le bilinguisme.

12.10 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Les initiatives prises pour stimuler le bilinguisme des cadres sont *multifocused*.

De nombreuses mesures ont été mises en œuvre. Leur succès dépend toujours dans une large mesure de l'état d'esprit des individus et de leur volonté effective de profiter des possibilités mises à leur disposition. Il en va ainsi de la possibilité de loger dans la même chambre des élèves francophones et néerlandophones de l'École royale militaire. Nous incitons également les élèves de l'École royale militaire à suivre une année de cours dans l'autre langue nationale. Nous offrons aussi un accompagnement individuel aux élèves qui souhaitent présenter l'examen de connaissance approfondie de la seconde langue. Enfin, les officiers peuvent, s'ils le désirent, suivre des cours de langue pendant les vacances et suivre un certain nombre de cours dans l'une des autres langues nationales.

12.11 Gerald Kindermans (CD&V): Le CHOD peut faire connaître sa position, mais il doit se rendre compte que dès l'instant où certains propos se retrouvent dans les médias, ils ont des chances d'être utilisés avec une arrière-pensée politique. De nombreuses déclarations seront notamment utilisées dans les négociations en vue de la formation du prochain gouvernement.

12.12 Anthony Dufrane (PS): Si je comprends bien, les propos du CHOD parus dans la presse sur le matériel usé jusqu'à la corde n'ont pas lieu d'être parce qu'il parlait de matériel déclassé.

Pourquoi aurait-il parlé de matériel déclassé? Cela m'étonne.

Vous n'avez pas non plus réagi à ma proposition de venir présenter un bilan de votre travail au Parlement.

12.13 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Je le ferai volontiers. Reste à fixer une date.

Le **président**: Monsieur Dufrane, proposez une date pour février ou mars!

L'incident est clos.

13 Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "la disponibilité des terrains militaires pour des particuliers ou des entreprises" (n° 1958)

13.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Les terrains militaires actuellement occupés par la Défense nationale appartiennent-ils tous à la Défense? Les terrains militaires dont la Défense nationale est propriétaire ont-ils un statut particulier? Une référence spécifique au plan de secteur? Des contraintes particulières en termes d'exploitation?

Combien de terrains sont-ils actuellement non utilisés par la Défense? Combien de terrains dont la Défense est propriétaire sont-ils en vente ou en recherche d'un nouvel acquéreur? Où sont-ils situés, quels en sont les prix de vente?

J'ai appris que certains terrains avaient été mis à la disposition de groupes de citoyens à la recherche d'un espace cultivable pour l'aménagement d'un potager collectif. Quelles sont les démarches à entreprendre pour des particuliers ou des entreprises qui désireraient exploiter un terrain militaire à l'abandon?

Le statut des installations militaires est réglé par deux arrêtés du Directoire du 11 avril 1796, qui en confient la gestion au commandement militaire.

Pourrions-nous disposer du texte exact? Celui-ci devait parvenir à la bibliothèque du Parlement en provenance de vos services, mais ne nous est jamais parvenu.

13.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Les terrains occupés par la Défense ne lui appartiennent pas tous. Quatre domaines appartiennent à une autre autorité publique, trois appartiennent à une société et un à un particulier. Ces domaines sont occupés sur base d'une concession ou d'un contrat de location.

Les terrains dont la Défense est propriétaire ont un statut particulier sur la base du décret du 8 juillet 1791 concernant la conservation et le classement des places de guerre et postes militaires, la police des fortifications et d'autres objets y relatifs.

En Région flamande, les domaines militaires sont en principe sans affectation au plan de secteur. En Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale, ils sont en zone d'intérêt public.

Dans le cadre de la restructuration, outre les domaines déjà fermés ou qui le seront prochainement, il y a également six terrains non utilisés. Deux de ces terrains, à Marche-les-Dames et à Jambes, sont en procédure de vente.

La détermination de la valeur vénale se fait par les comités d'acquisition d'immeubles. La réaffectation des terrains est, quant à elle, une compétence régionale. Les terrains militaires fermés sont désaffectés puis remis au SPF Finances afin d'être aliénés. Les candidats acquéreurs peuvent s'adresser aux comités d'acquisition d'immeubles. La Défense n'accorde plus de droit d'utilisation sur les domaines aliénables, sauf dans le cadre d'une procédure d'expropriation ou s'il y a une plus-value pour la Défense.

Je tiens à votre disposition un extrait de l'arrêté du 22 germinal an IV concernant la garde et la conservation des places de guerre.

L'incident est clos.

14 Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "les deux terrains de camping de l'OCASC à la Côte belge" (n° 2077)

14.01 Bert Maertens (N-VA): L'Office central d'action sociale et culturelle de l'armée (OCASC) dispose de deux terrains de campings à la côte: un centre de vacances à Lombardsijde et 't Liefdoord à Koksijde. Les deux campings sont situés dans une zone naturelle et ne possèdent pas de licence d'exploitation.

Le ministre estime-t-il que l'armée doit les conserver? Ne serait-il pas préférable de coopérer avec des domaines de vacances privés pour pouvoir proposer des vacances avantageuses?

Le ministre a déclaré précédemment qu'il accordait la préférence au maintien des campings. En vertu des réglementations de 1791 et 1811, il s'agit d'installations militaires qui ne sont pas soumises à l'obligation de licence civile.

Voici ma première question concrète: le ministre reste-t-il sur sa position?

Le **président**: Une question orale doit être concise et pertinente et ne pas inclure différents thèmes à chaque

fois associés à des questions séparées. Une partie des informations peut également être demandée au ministre par écrit.

14.02 Bert Maertens (N-VA): Je l'ai fait, mais je n'obtiens pas de réponse. En période d'affaires courantes, il n'existe pas de délais.

14.03 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): M. Maertens n'a pas entièrement tort.

Je transmettrai une partie de la réponse, en l'occurrence les chiffres, à la commission par écrit. Mon opinion sur les terrains de camping est claire: ils doivent être considérés comme des installations militaires.

Les centres ne sont pas contrôlés à l'aune du décret flamand sur les logements touristiques et il n'existe pas de rapports officiels.

Nous avons cherché à conclure un protocole de base avec la Région flamande concernant l'application des réglementations régionales par la Défense. En 2008, la Défense a proposé aux trois Régions de créer un groupe de travail *ad hoc*. Les Régions évalueraient elles-mêmes les principes de base d'un protocole sur l'environnement et communiqueraient leurs conclusions à la Défense. J'ai demandé cette évaluation au ministre flamand de l'Environnement en 2009 mais je n'ai toujours pas reçu de réponse. Je réitérerai ma question.

14.04 Bert Maertens (N-VA): La situation juridique n'est pas claire en ce qui concerne la dispense de l'autorisation civile. Selon un avis juridique externe demandé par *Toerisme Vlaanderen*, les campings ne font pas partie des installations militaires.

L'incident est clos.

15 Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "l'état des cimetières militaires belges" (n° 2195)

15.01 Bert Maertens (N-VA): En 2010, l'ASBL Monumentenwacht a inspecté les dix cimetières militaires de Flandre occidentale et a noté diverses dégradations des tombes et des infrastructures. Une série de recommandations ont été formulées par cimetière pour la réalisation de travaux de réfection urgents.

Le ministre est-il informé de l'état des cimetières militaires belges? Comment la Défense contrôle-t-elle l'entretien des cimetières militaires belges et avec quelle périodicité? Quelles sont les conclusions de la Défense à l'issue des dernières évaluations? Le ministre dispose-t-il des rapports d'inspection et des recommandations de Monumentenwacht? Quelles sont les actions entreprises sur cette base? Le budget pour assurer la bonne gestion, l'entretien et la restauration des cimetières militaires belges est-il suffisant? Quelles sont les dispositions prises et quels sont les investissements supplémentaires prévus en prévision de la très prochaine commémoration du 100^e anniversaire de la Première Guerre mondiale?

Quelles actions tendent à améliorer l'accessibilité et l'accueil des visiteurs des cimetières en question?

15.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): La situation dans ces cimetières m'est bien connue et, avec mon département, je mettrai tout en œuvre pour que les activités de commémoration 2014-2018 se déroulent dans la plus grande dignité. À la Défense, l'Institut des Vétérans et l'Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre m'informent de la situation des cimetières. L'entretien par des entreprises privées est évalué par le personnel local. L'état des sépultures est suivi au niveau local par le quartier militaire responsable, mais aussi par le service des Sépultures militaires. Les centres régionaux des infrastructures veillent aux travaux d'infrastructure. Des travaux indispensables ont déjà été effectués et d'autres travaux sont prévus à bref délai.

Disposant des rapports d'inspection de Monumentenwacht par le biais du service des Sépultures militaires, la Défense a effectué en 2010 un relevé de l'état de l'ensemble des cimetières militaires belges. L'objectif consiste à rédiger un plan d'action dans le courant du premier semestre de cette année.

Je dispose d'un budget structurel pour l'entretien des cimetières. Des mesures supplémentaires sont

envisageables pour rencontrer des besoins spécifiques. En ce qui concerne les cérémonies de commémoration, une lettre d'accord sera signée à ce sujet entre les autorités régionales et la Défense.

L'incident est clos.

16 Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "la forte augmentation du nombre d'accidents survenant lors d'exercices militaires" (n° 2320)

16.01 Theo Francken (N-VA): Dans la réponse à l'une de mes questions écrites, il apparaît que le nombre d'accidents survenant lors d'opérations est en forte augmentation. Le nombre de soldats et le lieu où ils sont stationnés ne semblent pas déterminants en la matière.

Le nombre d'accidents en service normal ou pendant des exercices est, en revanche, en forte diminution.

Qu'est-ce qui explique cette forte augmentation des accidents en opération et leur forte diminution lors d'exercices? Le ministre pourrait-il fournir un aperçu du nombre d'accidents par opération depuis 2000? Quelles en ont été les causes principales? Combien d'accidents ont entraîné des lésions corporelles? Combien de fois un tel accident a-t-il nécessité le rapatriement du soldat blessé? Tous les chiffres en la matière sont-ils déjà disponibles pour 2010? Dans sa réponse écrite, le ministre avait fourni les chiffres valables jusqu'à fin septembre.

Est-il exact que nombre d'accidents sont liés au fait que le matériel est obsolète ou au fait que les soldats ne sont pas encore suffisamment familiarisés avec le nouveau matériel? Comment pourrions-nous réduire le nombre d'accidents? Quelle politique le ministre met-il en œuvre en la matière?

16.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Étant donné que cette question n'a été déposée qu'hier et qu'elle vise à obtenir des informations très spécifiques, je dois me borner à vous fournir une réponse générale.

Entre 2000 et 2005, le nombre de dossiers d'accidents a diminué. Cette diminution est due au fait que les hommes participant à des opérations sont moins nombreux. C'est particulièrement le cas pour l'opération au Kosovo. L'augmentation observée après 2005 est imputable au fait qu'un plus grand nombre d'hommes sont envoyés sur de nouveaux théâtres d'opérations comme le Liban et l'Afghanistan. Les accidents recensés dans ces zones sont essentiellement des accidents de roulage et des accidents sportifs. Un dossier est constitué pour chaque accident. Ce n'est toutefois le cas que depuis 2005.

L'analyse des accidents depuis 2000 prend beaucoup de temps. Je vous la ferai parvenir ultérieurement. Une erreur d'impression s'est glissée dans ma réponse à la question écrite n° 47 du 27 septembre 2010. Le nombre d'accidents en service normal et lors d'exercices est de 1 047 et non de 11 047.

En 2010, 1 070 accidents se sont produits en service normal ainsi que lors d'exercices, contre 542 en opération.

Aucun indice n'accrédite la thèse selon laquelle de nombreux accidents seraient dus au matériel, que ce soit du matériel ancien ou neuf. La Défense ambitionne de réduire au maximum le risque d'accident dans chaque situation. Nous nous servons à cette fin d'une espèce de tableau d'affichage sur lequel nous surveillons en permanence l'évolution des accidents.

16.03 Theo Francken (N-VA): Le ministre attribue le nombre croissant d'accidents au fait que depuis 2005, nous envoyons de nouveau un plus grand nombre de soldats dans le cadre de nouvelles missions à l'étranger. Toutefois, les chiffres ne reflètent pas tout à fait cette façon de présenter les choses. En Afghanistan, par exemple, les chiffres relatifs à 2009 sont à peu près conformes à ceux relatifs à 2005.

16.04 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Les chiffres que j'ai communiqués se rapportent également aux accidents sportifs, y compris à ceux qui surviennent pendant des opérations. La pratique sportive est nécessaire car les militaires doivent veiller à avoir un bon IMC.

16.05 Theo Francken (N-VA): Le ministre ne va tout de même pas me dire que beaucoup d'accidents de

roulage se produisent sur la frégate qui croise dans le golfe d'Aden?

16.06 **Pieter De Crem**, ministre (*en néerlandais*): De nombreux accidents de roulage se produisent sur les quais et lors des opérations d'acheminement et d'enlèvement de matériel roulant.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 13 h 01.

De behandeling van de vragen vangt aan om 10.06 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Filip De Man.

01 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Raf Terwingen** aan de minister van Landsverdediging over "de toekomst van de militaire musea" (nr. 1580)

- mevrouw **Annick Ponthier** aan de minister van Landsverdediging over "het Pegasus Museum" (nr. 1911)

01.01 **Annick Ponthier** (VB): Het Eerste Bataljon Para verliet de citadel van Diest in oktober 2010 en tot 1 juli zal een achterwacht instaan voor de bewaking van de kazerne, die daarna wordt overgedragen aan het provinciecommando van Vlaams-Brabant. Het historisch belangrijke Pegasus Museum van het Eerste Bataljon Para moet dan op zoek naar een andere locatie.

Heeft de minister al een nieuwe locatie op het oog en tegen wanneer is daarover zekerheid? Aan welke criteria moet daarbij worden voldaan? Is hij van oordeel dat de genoemde collectie waardevol genoeg is voor een blijvende tentoonstelling? Wordt er overlegd gepleegd met het stadsbestuur van Diest?

01.02 **Raf Terwingen** (CD&V): Door het plan van de minister zullen een aantal kazernes worden gesloten, terwijl er daarin vaak ook een klein museum is gevestigd. Hierdoor dreigt ook heel wat belangwekkend historisch erfgoed verloren te gaan.

Hoeveel kleinere musea zijn er bedreigd? Hoe kan de minister ervoor zorgen dat dergelijk cultureel erfgoed toch kan worden bewaard?

01.03 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Verschillende sites van het militaire patrimonium worden beheerd in de historische pool van Defensie conform de wet van 2006. Het gaat over het memoriaal van Breendonk, de Foundation for Environmental Education Fort Eben-Emael, het memoriaal McAuliffe in Bastenaken, de site van de Kemmelberg en de Dodengang in Diksmuide. De laatste drie sites worden beheerd door het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis en hangen niet af van kazernes.

In de meeste gevallen hangen de kleinere musea af van eenheden, niet van kwartieren. Slechts heel weinig musea, zoals die in Beverlo en Leopoldsborg, zijn verbonden aan een specifieke kazerne. Anderzijds hebben bijna alle eenheden ook een plaats voor materiaal met een historische waarde, die evenwel niet toegankelijk is voor het publiek.

In het kader van het transformatieplan werd een richtlijn uitgewerkt voor de behandeling van het historische patrimonium, die betrekking heeft op voorwerpen van het Koninklijk Legermuseum die in bewaring zijn bij de eenheden, op het historische patrimonium van de eenheden en van de vaderlandslievende verenigingen, op vuurwapens en op materieel dat van historisch belang zou kunnen zijn, maar waarvan de eigenaar niet is gekend.

Deze richtlijn vraagt aan de korpscommandanten om alle noodzakelijke steun te leveren om het behoud van het historisch patrimonium te kunnen verzekeren. De benamingen van de eenheden na de transformatie zijn gekend en elke ontbonden eenheid weet wie binnen Defensie haar tradities overneemt. Indien de tradities niet worden hernomen moet het patrimonium overgedragen worden aan het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis. Het historisch patrimonium van de vaderlandslievende verenigingen is geen eigendom van Defensie. De bestemming zal worden bepaald door de eigenaar.

De collectie van de vzw Pegasus Museum verantwoordt dat ze tentoongesteld wordt aan het brede publiek. Verhuizen naar een ander militair kwartier is echter a priori niet uitgesloten. Defensie is bereid alternatieve locaties te onderzoeken voor zover natuurlijk de vzw Pegasus Museum tot een verhuizing bereid is. De vzw moet dus zelf beslissen over het deel van het patrimonium dat ze wil overhevelen naar Defensie. De Special Forces Group (SFG) – die in Heverlee wordt gehuisvest – zal de tradities van het Eerste Bataljon Para in ere houden.

Inzake de nieuwe bestemmingen op het gewestplan voor alle te vervreemden kwartieren is het overleg met het Gewest en de lokale overheden gestart. Defensie is ook bereid tot overleg met de stad Diest. Informele contacten hebben reeds plaatsgevonden. De stad Diest en de provincie Vlaams-Brabant laten momenteel een masterplan opstellen van de site. Defensie zetelt in de stuurgroep die op regelmatige tijdstippen samenkomt.

De vzw Pegasus Museum heeft een heel specifieke geschiedenis en beschikt over specifiek materiaal. Defensie probeert zonder zich vast te pinnen op bepaalde criteria een goede bestemming te vinden voor de eigenheid van het museum.

01.04 Raf Terwingen (CD&V): Het is belangrijk om de samenwerking met het Nationaal Krijgsmuseum te behouden. Ik suggereer om de Gemeenschappen hierbij te betrekken.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de opvang van asielzoekers op de basis van Weelde en de stand van zaken met betrekking tot de winteropvang" (nr. 1617)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "de stand van zaken met betrekking tot de daklozenopvang in kazernes" (nr. 1966)

02.01 Theo Francken (N-VA): Zijn, met het oog op de winteropvang van asielzoekers en daklozen, de praktische problemen op de basis van Weelde opgelost? Wat zijn de financiële afspraken met het Rode Kruis?

De minister heeft op militaire basissen ongeveer 2.000 plaatsen vrijgemaakt. Wat is de bezettingsgraad?

02.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Vanaf wanneer zijn de acht opengestelde kazernes operationeel? Tot wanneer blijft de daklozenopvang open? Werd in bepaalde kazernes het aantal plaatsen verminderd of vermeerderd? Hoeveel overnachtingen heeft men sinds het begin van de opvang geregistreerd in elk van de kazernes? Is er een oplossing voor het vervoer en de begeleiding van de daklozen? Zorgt dit voor een verschil in bezettingsgraad? Is het juist dat er aan de ingang van de kazernes identiteitspapieren gevraagd worden?

02.03 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Voor de asielzoekers stelt Defensie in Weelde enkel de infrastructuur ter beschikking. Wij voorzien niet in financiële middelen voor de inrichting van het opvangcentrum. Het Rode Kruis heeft het centrum op 17 januari geopend en vangt momenteel 40 personen op. In Weelde zullen, net als in andere centra, geen daklozen worden ondergebracht. Het opvangcentrum in Helchteren is geopend sinds 7 december 2010 en vangt nu 396 personen op. Het centrum in Bierset is operationeel sinds 9 december en zorgt momenteel voor de opvang van 380 personen. Het centrum te Bastogne opende op 15 december en voorziet momenteel in de opvang van 250 personen.

Inzake daklozenopvang zijn de acht opengestelde kazernes operationeel vanaf 1 december 2010 tot 31 maart 2011. De kazerne te Luik werd reeds opengesteld vanaf 26 november 2010, de kazerne te Namen vanaf 29 november 2010. Enkel de capaciteit van Antwerpen werd op vraag van het OCMW verhoogd met 30 plaatsen. De andere aantallen stemmen nog steeds overeen met de cijfers in mijn antwoord van 1 december 2010.

Er werden 1.033 overnachtingen geregistreerd in de provincie Antwerpen, een gemiddelde van 22 overnachtingen. In de provincie Namen vonden 713 overnachtingen plaats, een gemiddelde van 13 overnachtingen. In de provincie Luik gaat het om 1.342 overnachtingen, een gemiddelde van 23 overnachtingen.

Het vervoer en de begeleiding van daklozen zijn en blijven ten laste van de sociale organisaties. Ik verwijs ter zake naar mijn antwoorden op vragen in de commissievergaderingen van 10 november en 1 december 2010.

De identiteitspapieren worden enkel aan de begeleiders gevraagd.

02.04 Theo Francken (N-VA): Na een snelle rekensom kom ik tot zo'n 1.000 tot 1.050 plaatsen. Zijn er effectief 2.000 plaatsen ter beschikking of is alles nu bezet?

Wij weten dat er nog altijd 1.000 personen in hotels verblijven en dat heeft net als de dwangsommen een geweldig aanzuigeffect. Waarom zijn die hotels nog altijd niet leeggemaakt?

02.05 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Zoals altijd heeft Defensie gedaan wat van haar wordt verlangd en er zijn dus effectief 2.000 plaatsen ter beschikking gesteld. Voor de andere elementen moet ik doorverwijzen naar staatssecretaris Courard.

02.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De minister heeft de aantallen genoemd voor een drietal kazernes. Worden de andere kazernes dan niet gebruikt door daklozen?

02.07 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Ik heb in mijn antwoorden op eerdere vragen alle kazernes opgenoemd die ter beschikking worden gesteld tot 31 maart. Ik kan alleen maar vaststellen dat de sociale organisaties van bepaalde infrastructuur geen gebruik wensen te maken.

02.08 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): In al die andere kazernes zijn er dus geen overnachtingen geweest. Dit wijst op een pijnpunt, met name de voorwaarden die de minister zou hebben opgelegd. De VVSG verwijt de minister namelijk dat de voorwaarden van permanente begeleiding en transport te streng zijn zodat de opvang van daklozen deze winterperiode geen succes heeft. Ik stel vast dat Defensie deze sociale taak niet op zich wil nemen

02.09 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Blijkbaar was het kader waarin wij werken, voor de meer dan 3.000 mensen die er wél hebben overnacht geen belemmering.

02.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Als de minister een verschil opgeeft in de bezettingsgraad, heeft dat dan te maken met factoren zoals begeleiding en transport?

De **voorzitter:** Meneer De Vriendt, ofwel stelt u hierover een schriftelijke vraag zodat de minister omstandig kan antwoorden, ofwel dient u twee of drie mondelinge vragen in. Er is wel een beperking in de tijd. Dit pingpongspel kan anders blijven duren!

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Christophe Bastin aan de minister van Landsverdediging over "de conclusies van de Raad Buitenlandse Zaken met betrekking tot de ontwikkeling van de militaire capaciteit" (nr. 1628)

03.01 Christophe Bastin (cdH): Op de Raad van de Europese Defensie-ministers van 9 december werd erop gewezen dat de financiële crisis kan worden aangegrepen om werk te maken van het wegwerken van de bestaande overlappingsen op het vlak van het Gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid. De Franse krant *Le Monde* verwees in dit verband naar de ontwikkeling van drie verschillende Europese gevechtsvliegtuigen, die de positie van de Amerikaanse, Chinese en Indische concurrenten versterkt.

Welke maatregelen kan een regering van lopende zaken nemen om de besluiten van de Raad in praktijk te brengen? Wijst het naast elkaar bestaan van meerdere bilaterale initiatieven er niet op dat de Europese

Defensie in verspreide slagorde optreedt?

03.02 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): De bilaterale initiatieven zouden een dynamiek tot stand moeten brengen die de samenwerking tussen de lidstaten in de hand werkt. Ik heb er uitdrukkelijk op gewezen dat een betere samenwerking in Europa zal bijdragen tot een actievare rol van de Unie met het oog op vrede, stabiliteit en veiligheid.

Lady Ashton besloot dat de crisis kansen biedt en vroeg nadrukkelijk dat het Ghent Framework Initiative de referentie zou blijven. Professor Sven Biscop houdt een vergelijkbaar pleidooi in nr. 16 (januari 2011) van de *Security Policy Briefs* van het Egmontinstituut.

Ik zal u een kopie bezorgen van de toespraak die ik gisteren heb gegeven in de subcommissie Veiligheid en Defensie van het Europees Parlement en waarin ik verslag uitbreng over de resultaten van de top te Gent en de beleidskeuzes die tijdens de vergadering van 9 december 2010 werden gemaakt.

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Denis Ducarme aan de minister van Landsverdediging over "het BEST-programma" (nr. 1652)
- mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Landsverdediging over "de toekomstige vesten van onze militairen" (nr. 1657)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "het BEST-aankoopprogramma" (nr. 1658)
- de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "het perslek over het 'Belgian Soldier Transformation'-programma" (nr. 1720)
- de heer Stefaan Vercamer aan de minister van Landsverdediging over "het functioneren van de commissie Legeraankopen naar aanleiding van de recente discussie over de 'smartvesten'" (nr. 2003)
- de heer Denis Ducarme aan de minister van Landsverdediging over "de economische return van het BEST-programma voor de Vlaamse en Waalse bedrijven" (nr. 2270)
- de heer Gerald Kindermans aan de minister van Landsverdediging over "het functioneren van de commissie Legeraankopen naar aanleiding van de recente discussie over de 'smartvesten'" (nr. 2330)

04.01 **Denis Ducarme** (MR): De commissie zou een stand van zaken moeten opmaken van het BEST-programma dat eind december door de regering werd goedgekeurd. België zal dus samenwerken met Nederland en Luxemburg om de productie op te starten van een proefserie van een smartvest, die onze militairen in gevechtssituaties beter moet beschermen. Tegen 2015 zouden onze jongens daar moeten mee zijn uitgerust.

Is de deelname van België aan dit programma zinvol?

Nederland zal die aankoopprocedure uitvoeren namens de drie deelnemende landen, maar dat project moet ook economische voordelen opleveren voor Belgische ondernemingen. Economische Zaken moet derhalve bij dit dossier betrokken worden. Kan u ons ter zake geruststellen?

Werd dit dossier inderdaad aan de FOD Economie bezorgd? Zullen er voor de Belgische industrie rechtstreekse compensaties zijn?

04.02 **Katrin Jadin** (MR): Het Belgisch leger gaat investeren in nieuwe hightechvesten waarvan de eenheidsprijs 125.000 euro zou bedragen. Dat is een aanzienlijk bedrag. Onze krijgsmacht moet goed toegerust zijn, maar waarom hebben zij deze vesten nodig en waarom worden deze niet in België geproduceerd?

04.03 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Welke aspecten van het BEST-aankoopdossier kan de minister in het openbaar bekend maken? Er gaan meer en meer stemmen op om bepaalde aspecten van legeraankopen publiek te kunnen bespreken. Hoe denkt de minister daarover? Waarom kunnen niet alle elementen uit dit specifieke dossier publiek worden besproken? Ik stel deze vragen naar aanleiding van het recente lek in de gesloten vergadering van de commissie Legeraankopen.

04.04 Bert Maertens (N-VA): Midden december 2010 heeft een lid van de commissie Legeraankopen het aankoopdossier van de smartvesten in de pers te grabbel gegooit. Ik keur dit lek absoluut af. Onze fractie heeft de voorzitter van de Kamer hierop een brief gestuurd met de vraag welke oplossing hij voor deze inbreuk ziet. De Kamervoorzitter heeft laten weten dat hij de voorzitter van de commissie Legeraankopen, de heer De Vriendt, over deze zaak zou aanspreken.

In de pers heeft de Kamervoorzitter gemeld dat hij in deze zaak niet kan optreden, hoewel het Reglement van de Kamer, maar ook het huishoudelijk reglement van de commissie Legeraankopen hierover erg duidelijk is. De minister heeft gezegd dat hij zelf zou laten onderzoeken of gerechtelijke stappen mogelijk zijn.

Welke maatregelen plant de minister tegen de betrokkene?

04.05 Gerald Kindermans (CD&V): Welke acties heeft de minister ondernomen naar aanleiding van de perslekken? Welke andere instanties zijn in actie gekomen na de lekken? Wat was de reactie van betrokkene en van de Kamer? Wat kan de minister doen om de vertrouwelijkheid van de commissie te waarborgen?

04.06 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Zowel de Kamervoorzitter als de voorzitter van de parlementaire commissie Legeraankopen hebben mij schriftelijk laten weten dat zij deze schending van de geheimhoudingsplicht ten zeerste betreuen. Ik heb inmiddels het juridische advies over deze kwestie ontvangen van de Defensiestaf. Daaruit blijkt dat, indien een parlamentslid vertrouwelijke informatie lekt aan de pers, er effectief sprake kan zijn van een schending van artikel 458 van het Strafwetboek. Het is dus wel degelijk een strafbaar feit.

Het parlamentslid geniet in strafzaken wel van de parlementaire onschendbaarheid, maar die kan uiteraard worden opgeheven. De vervolging in strafzaken kan enkel worden ingesteld door het openbaar ministerie.

De parlementaire onschendbaarheid laat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van parlementsleden onverkort en dat betekent dus dat een parlamentslid dat vertrouwelijke informatie lekt burgerlijk aansprakelijk kan worden gesteld.

Verder vraag ik nog eens aan de Kamervoorzitter of in dit geval artikel 7 van het protocol gesloten tussen de commissie Legeraankopen en de minister van Landsverdediging niet moet worden toegepast. Volgens dit artikel verliest een lid van een ad-hoccommissie dat de geheimhoudingsplicht schendt, voor de rest van de zittingsperiode het recht om lid te zijn van die commissie. De voorzitter van de Kamer beslist na advies van de commissie en na het lid te hebben gehoord. De uiteindelijke beslissing wordt in de eerstvolgende plenaire vergadering meegedeeld.

(Frans) Via het BEST-programma kunnen de operationele en veiligheidstekortkomingen worden weggewerkt, waar onze militairen in een vijandige of gevaarlijke omgeving mee te maken krijgen. Het programma maakt het mogelijk met bevriende troepen te communiceren en hun positie te visualiseren. Die elektronische apparaten zijn geïntegreerd in een soort rugzak, de zogenaamde *Smartvest*.

De hoge prijs van de proefserie (voor België 40 *Smartvests* en vijf voertuigconfiguraties) is gerechtvaardigd door de ontwikkeling van de software en de interfaces. Deze kosten worden gedragen door de drie Benelux-landen. De kosten voor de serieproductie zullen aanzienlijk lager liggen. De interoperabiliteit tussen de Benelux-landen is verzekerd. Het systeem zal compatibel zijn met de NAVO-normen.

De meeste onderdelen zijn al aanwezig op de markt. Er zal wel nog productontwikkeling nodig zijn met het oog op de integratie van het nieuwe systeem in de commando- en communicatiestructuur. In dat verband werken we al samen met Nederland.

Voor het BEST-dossier is er nog geen bestek of overeenkomst. De Belgische industrie zal meewerken aan de productie.

(Nederlands) Bepaalde aspecten van de legeraankopen zouden publiek kunnen worden besproken, maar een groot aantal zaken kan in dit stadium nu eenmaal niet openbaar worden gemaakt, hetzij vanuit bedrijfseconomisch oogpunt, hetzij om de veiligheid van onze militairen te verzekeren.

04.07 Denis Ducarme (MR): De minister verwijst naar de industriële en economische return voor België, wat voor ons een geruststelling inhoudt. We vinden het natuurlijk belangrijk dat een dergelijk project een Belgische toegevoegde waarde inhoudt.

Naar mijn gevoel was de door *De Standaard* gepubliceerde informatie niet echt onthullend. Sommigen gaven een vertekend beeld en verbaasden zich over de prijs van 5 miljoen euro voor de aankoop van 40 vesten, terwijl deze natuurlijk niet vergelijkbaar zijn met gewone vesten.

Het is voor mij niet duidelijk in welke mate een debat over deze kwestie belangrijke of gevoelige defensiegeheimen aan het licht zou brengen.

04.08 Katrin Jadin (MR): Gelet op hetgeen hierover in de pers is verschenen, vind ik dat we het hier over de transparantie moeten hebben.

04.09 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik zal als voorzitter van de commissie Legeraankopen blijven waken over de naleving van het Reglement en het protocol.

04.10 Bert Maertens (N-VA): Zal Defensie nu een gerechtelijke klacht indienen? Ik vraag formeel om de reglementaire bepalingen omtrent de schending van de geheimhoudingsplicht onverkort uit te voeren. Onlangs werd trouwens in de Conferentie van voorzitters een voorstel aangenomen om in het Kamerreglement de commissie Legeraankopen toe te voegen aan de lijst van commissies waar de geheimhoudingsplicht strikt moet worden nageleefd.

04.11 Gerald Kindermans (CD&V): Deontologische regels moeten inderdaad zekerheid bieden. Het voorval is zeer pijnlijk, te meer daar de betrokken collega niet eens aanwezig was op de technische besprekingen in de commissie, maar er daags nadien toch verklaringen over deed in de krant. Het Reglement legt ondubbelzinnig een geheimhoudingsplicht op en bepaalt dat de voorzitter van de Kamer aan de fractie een vervanging van het betrokken lid kan vragen. Ook ik dring aan op een strikte toepassing van het Reglement.

04.12 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): De voorwaarden van het protocol moeten uitgevoerd worden. Daarin spelen de Kamervoorzitter en de voorzitter van de commissie Legeraankopen een essentiële rol.

04.13 Bert Maertens (N-VA): Zal de minister of zijn administratie zelf iets ondernemen?

De **voorzitter**: De minister wil op die vraag duidelijk niet antwoorden. Hij is daartoe niet verplicht.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Landsverdediging over "de Leopard 1A5-tanks" (nr. 1686)

05.01 Karolien Grosemans (N-VA): Nu zijn nog twee tankbataljons uitgerust met Leopard tanks. Het was de bedoeling deze tanks te vervangen door gepantserde wielvoertuigen. De vorige minister van Defensie kocht 18 Armoured Infantry Vehicles (AIV's). De huidige minister kondigde vorig jaar aan dat hij deze zou verkopen.

Bij de vredesmissies die door Landsverdediging worden uitgevoerd is mobiliteit cruciaal, maar de bescherming en veiligheid van onze militairen moeten onze hoofdbekommernis blijven. Onlangs verscheen een rapport van de Canadese overheid over operatie Medusa in Afghanistan waaruit bleek dat de AIV's ernstige gebreken hebben. Canada heeft daarom beslist om niet te investeren in AIV's en heeft 20 Leopard tanks gekocht.

Hoeveel AIV's werden al geleverd? Zullen zij worden verkocht? Zo ja, aan wie en aan welke prijs? Zoniet, in welke regimenten zullen ze worden ingeschakeld?

05.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Er zijn geen plannen voor het aankopen van tanks en in het kader van de hervorming van het leger werden regimenten lancers midden 2010 ontbonden om te worden vervangen door zogenaamde medium forces. Zo'n mediaan bataljon bestaat naast de staf en de diensten uit twee mediane compagnies, een direct fire compagnie en een verkenningsspeloton. Een mediane compagnie zal samengesteld zijn uit twaalf AIV's fuselier en vier AIV's direct fire van 30 mm. Zij beschikken in geen geval over moderne tanks. De AIV DF30 is een standaardplatform waarop een 30 mm wapenstation is gemonteerd met een coaxiaal machinegeweer van 7.62 mm en een bemanning van drie personen en een antitankploeg van drie personen. Deze AIV is in staat licht gepantserde voertuigen te vernietigen. Deze AIV DF30 compagnies zijn gelegerd in Leopoldsburg en Marche-en-Famenne.

De al geleverde en nog te leveren AIV DF90's van de vaste schijf zullen worden aangewend in het kader van de training van de eenheden. Een inzet van deze systemen in operatie wordt niet overwogen. Deze vaste schijf wordt geleverd omdat de volledige verbreking van het contract enorme financiële gevolgen zou hebben. De schadevergoeding voor het bedrijf in kwestie zou evenveel bedragen als de aankoop van de 18 voertuigen van de vaste schijf zelf. Concrete mogelijkheden voor de verkoop van de voertuigen met 90 mm kanon zijn nog niet onderzocht.

05.03 **Karolien Grosemans** (N-VA): De minister is dus afgestapt van het plan om de AIV DF90 te verkopen?

05.04 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Het plan is niet geschrapt, maar de mogelijkheden zijn nog niet onderzocht. Wij wachten eerst op de levering.

05.05 **Karolien Grosemans** (N-VA): De levering van die achttien AIV's DF90 zal eind 2012 rond zijn en dan pas zal de minister dus op zoek gaan naar kopers. Deze voertuigen zullen worden ingezet voor de training van de eenheden. Wat bedoelt de minister daarmee precies?

05.06 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Het betreft de eenheden die getraind worden in het vooruitzicht te worden uitgestuurd naar operaties in het buitenland.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "de toekomstige investeringen op de luchtmachtbasis te Florennes" (nr. 1834)**

06.01 **Anthony Dufrane** (PS): Op 20 oktober 2010 deelde u in de commissie voor de Landsverdediging mee dat er een dossier aan de regering zou worden voorgelegd met betrekking tot een investering van 4,28 miljoen euro in de luchtmachtbasis van Florennes, waarmee er garanties worden geboden voor het behoud van die basis (zie *Beknopt Verslag* 53 COM 8, blz. 40).

Wat is de stand van zaken met betrekking tot dat dossier en wanneer zal het aan de regering worden voorgelegd?

06.02 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Gelet op de periode van lopende zaken, geldt het principe van de budgettaire voorzichtigheid. Elk departement moet de dossiers die aan bepaalde criteria beantwoorden, zoals de continuïteit van de werking van de dienst, de hoogdringendheid of de vrijwaring van de nationale belangen, voor zover het bedrag ervan een bepaald plafond overschrijdt en er een positief en onvoorwaardelijk advies van de Inspectie van Financiën over werd uitgebracht, ter goedkeuring aan de ministerraad voorleggen. Daarom heb ik onlangs verscheidene dossiers aan de ministerraad voorgelegd.

Ik herhaal dat ik absoluut niet van plan ben de luchtmachtbasis van Florennes te sluiten en dat de voorgenomen investeringen voor die basis gewoon gedaan zullen worden. De dossiers die aan de voormelde voorwaarden beantwoorden, zullen aan de ministerraad worden voorgelegd zodra ze klaar zijn, in principe in de tweede helft van 2011 voor de dossiers waarvoor de kredieten dit jaar moeten worden vastgelegd.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer **Anthony Dufrane** aan de minister van Landsverdediging over "de rationalisatie van de militaire infrastructuur in het kader van het plan 'de voltooiing van de transformatie'" (nr. 1835)

07.01 **Anthony Dufrane** (PS): Het transformatieplan van Defensie voorziet in het behoud van 57 kwartieren, in de afschaffing van 22 kwartieren en in de overdracht van negen trainingsinstallaties en oefenterreinen.

Welke kwartieren en trainingsinstallaties of oefenterreinen werden er reeds gesloten of overgedragen? Hoeveel heeft die overdracht opgebracht? Stemt dat overeen met de ramingen in de begroting? Waar zal u dat geld in herinvesteren?

Zal het tijdpad voor de overige overdrachten op korte termijn worden gerespecteerd? Hoeveel zullen de inkomsten daarvan bedragen? Waarin zal u ze herinvesteren?

07.02 Minister **Pieter De Crem** (Frans): De planning, die meerdere jaren behelst, wordt nageleefd. In 2010 werden de volgende installaties gesloten: het kwartier Limbosch in Diest; het kwartier Gooreind in Herentals; het depot Weelde in de Kempen; het kwartier Helchteren in Houthalen-Helchteren; een gedeelte van de basis van Bierset; de plaine de Sans-Souci in Bastenaken; een gedeelte van het schietveld in Brasschaat; het île Vas-t'y-Frotte in Jambes; het noordelijke gedeelte van het domein van Marche-les-Dames.

De FOD Financiën gaat over de schatting van de waarde van de goederen. Wat de verkoopprocedure betreft, hangt Defensie af van andere federale, gewestelijke en gemeenschapsinstellingen, evenals van de kandidaat-overnemers.

De opbrengsten worden geherinvesteerd in grote nationale militaire voorzieningen en in die van de NAVO, bijvoorbeeld in Bergen.

De FOD Financiën verkocht in 2010 een deel van de basis van Bierset voor 2,6 miljoen euro, in overeenstemming met de raming van de begroting 2010. Ik stel voor dat ik u een lijst bezorg met een opsplitsing van de ontvangsten die de komende jaren moeten worden gerealiseerd.

07.03 **Anthony Dufrane** (PS): Wordt er vergaderd met de FOD Financiën om de situatie op te volgen?

07.04 Minister **Pieter De Crem** (Frans): Ja, maar de aankoopcomités bepalen de verkoopvoorwaarden. Er wordt vergaderd met de Gewesten. Zij spelen een belangrijke rol in het bepalen van de bestemming van de terreinen. Er werd in dit verband ook een informele overeenkomst gesloten met de gemeenten.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer **Theo Francken** aan de minister van Landsverdediging over "de audit van het Rekenhof van het 'Leren van Buitenlandse Militaire Operaties'" (nr. 1849)
- de heer **Wouter De Vriendt** aan de minister van Landsverdediging over "het verslag van het Rekenhof 'Leren van Buitenlandse Militaire Operaties'" (nr. 1987)
- de heer **Dirk Van der Maelen** aan de minister van Landsverdediging over "het verslag van het Rekenhof 'Leren van Buitenlandse Militaire Operaties'" (nr. 2002)
- de heer **Gerald Kindermans** aan de minister van Landsverdediging over "het recente verslag van het Rekenhof 'Leren van Buitenlandse Militaire Operaties'" (nr. 2157)

08.01 **Theo Francken** (N-VA): Het Rekenhof heeft het systeem Evaluatie & Lessons Learned van Defensie doorgelicht en gepleit voor een uniek rapporteringssysteem voor de registratie van de lessen. Voorts moeten deze worden gevalideerd aan de hand van de NAVO-criteria om het systeem effectiever te maken. Het proces moet consequent en transparant worden opgevolgd, de hiërarchische lijn moet het systeem meer aantoonbaar gebruiken en de informatie uit meerdere operaties moet dieper worden geanalyseerd om patronen te herkennen. In zijn repliek heeft de minister gewezen op de onuitvoerbaarheid hiervan omwille van het vertrouwelijk karakter van bepaalde buitenlandse missies.

Met welke elementen van het Rekenhof gaat hij wel akkoord? Plant hij maatregelen op basis van dit rapport om een aantal evaluatieprocedures te verbeteren?

08.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De conclusies van het Rekenhof zijn op diverse vlakken kritisch. Zo stelt het Rekenhof dat de informatie aan het Parlement beperkt en algemeen zou zijn en dat er vragen rijzen bij het goed functioneren van de Lessons Learned-databank. Verder is er geen consistent valideringssysteem, is het niet zeker dat de hiërarchie de databank en de verslagen wel gebruikt en moet het systeem worden geïntegreerd in het concept van operationele evaluatie. Er is ook een duidelijk gebrek aan transparantie over de kostprijs van de buitenlandse missies.

Heeft de minister maatregelen getroffen om in te spelen op deze opmerkingen en kan hij een overzicht geven van de bruto kosten van elke buitenlandse operatie voor 2010?

08.03 Gerald Kindermans (CD&V): We hebben het verslag van het Rekenhof 'Leren van Buitenlandse Militaire Operaties' met veel interesse gelezen. De geloofwaardigheid van het rapport wordt helaas deels ondergraven doordat het ook gebruik maakt van soms zelfs letterlijk gekopieerde stukken over de parlementaire controle op het inzetten van strijdkrachten in het buitenland. De parlementsleden Vandenhove, Vautmans en De Vriendt worden zelfs bedankt voor hun medewerking. Zij geven aan hun eigen standpunt dus geloofwaardigheid via een wetenschappelijk artikel en stellen er hier dan vragen over.

Wat is de werkmethode voor het bezorgen van informatie? Hoe komt men tot de procedures? Hoe weet men hoe het Rekenhof daarmee omgaat?

08.04 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): Ik ben het eens met het Rekenhof dat Defensie een degelijk systeem heeft ontworpen om informatie over problemen bij buitenlandse opdrachten te verzamelen, te analyseren en te verspreiden. Wij proberen ten minste om iets nieuws te ontwikkelen en worden daarop nu bekritiseerd. Wie niets doet, krijgt geen kritiek.

Het document is niet wetenschappelijk. De heren Vandenhove en De Vriendt en mevrouw Vautmans werd gevraagd om hun visie te geven, maar bijvoorbeeld niemand van CD&V werd geconsulteerd. Dat ondergraaft de waarde van het document. Ik heb dat laten weten aan de voorzitter van het Rekenhof, maar heb daarover nog geen antwoord gekregen.

Evaluation and Lessons Learned is een levend proces, dat continu wordt verbeterd. Het Rekenhof heeft het proces tussen juli en december 2009 doorgelicht. Wij zijn nu al meer dan een jaar later en er werden al heel wat verbeteringen aangebracht. Het huidige proces is wel conform de aanbevelingen van de audit en in overeenstemming met het proces-NATO Lessons Learned.

Een recent verslag van de inspecteur-generaal van Defensie wordt geanalyseerd, zodat de operaties voor vrede en veiligheid in de toekomst nog verbeterd kunnen worden.

De kostprijs van KFOR in Kosovo in 2010 bedroeg 3,285 miljoen euro, voor ISAF in Afghanistan was dat 103,405 miljoen euro, voor de Das Close Protection in Afrika 1,145 miljoen euro, voor MONUC/MONUSCO in Oost-Congo 11,633 miljoen euro, voor UNOCI in Ivoorkust 0,369 miljoen euro, voor de operatie-Atalanta 9,6 miljoen euro, voor Ocean Shield in de Indische Oceaan 0,001 miljoen euro, voor UNMIS in Sudan 0,262 miljoen euro, voor EUTM in Somalië 0,1 miljoen euro, voor de NATO Support to African Union 0,033 miljoen euro, voor de PPM-operatie in Burundi 0,077 miljoen euro en in Benin 0,076 miljoen euro, voor Earthquake in Haïti 1,343 miljoen euro, voor Active Endeavour in de Middellandse Zee 0,033 miljoen euro en voor de operatie Open Spirit in de Baltische Zee 0,484 miljoen euro.

Volgens het Rekenhof is het budget niet voldoende transparant, omdat de kosten van elke afzonderlijke operatie niet worden weergegeven. Als de kosten van een bepaalde operatie niet worden gegeven, dan komt

dat omdat op het moment van de publicatie van de parlementaire documenten nog niet alle details van die operatie bekend waren. Sinds enkele jaren werkt Defensie aan een betere verantwoording van het budgettaire voorstel en dat heeft het Rekenhof ook erkend. De geschatte kostprijs van elke operatie zal in de mate van het mogelijke vermeld worden bij het budget van 2011.

Het Rekenhof stelt ook dat een gedeelte van de uitgaven voor operaties niet wordt aangerekend op het daarvoor voorziene programma. Ik blijf hier bij mijn standpunt dat enkel de uitgaven die voortvloeien uit operaties, moeten worden aangerekend op het programma van de operaties.

Voor het overige verwijs ik naar mijn schriftelijk antwoord op het ontwerpverslag over de buitenlandse militaire operaties dat terug te vinden is in het verslag van het Rekenhof.

08.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De minister blijft vaag over hoe hij de aanbevelingen van het Rekenhof wil realiseren. Het Rekenhof beklaagt zich daar ook over. De minister doet bovendien nogal denigrerend over het werk van het Rekenhof. Het is flauw om de analyse van de FWO-onderzoeker aan te grijpen om het hele rapport te ondermijnen. Alle andere aanbevelingen van het Rekenhof werden wel degelijk door het Rekenhof zelf bepaald.

Dit is een waardevol rapport en het antwoord van de minister was ondermaats. Ik hoop dat hij binnenskamers wel de moeite doet om het rapport te bestuderen en om de aanbevelingen in de praktijk om te zetten.

08.06 Gerald Kindermans (CD&V): Ik twijfel aan de geloofwaardigheid van een document als hele stukken gewoon gekopieerd zijn uit een ander document, dat evenmin geloofwaardig is omdat het ingegeven werd door drie parlementsleden.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Landsverdediging over "het ongeluk van een F-16 in Marokko" (nr. 1856)

09.01 Karolien Grosemans (N-VA): Op 16 december 2010 zette een botsing van een Belgische F-16 met hoogspanningskabels delen van Marokko en Algerije zonder stroom. Er zou sprake geweest zijn van zogenaamd 'Top Gun-gedrag'.

Wat is er precies gebeurd? Hoe reageerden Marokko en Algerije op het incident? Wat is de schade aan de F-16 en hoeveel bedragen de directe en indirecte kosten voor beide betrokken landen?

09.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Het ongeval met de F-16 in Marokko op 11 november 2010 gebeurde tijdens een intensieve oefenperiode, met onder meer vluchten op heel lage hoogte, vanuit de luchtmachtbasis van Sidi Slimane in het noorden van Marokko. Het onderzoek loopt nog en zolang dat het geval is, kunnen er geen officiële resultaten worden bekendgemaakt.

Ik heb mij over dit incident bij mijn Marokkaanse collega verontschuldigd.

Er is tot nu toe geen enkele reactie binnengekomen bij de dienst Geschillen van de algemene directie Juridische Steun en Bemiddeling.

De schade aan de F-16 bestaat uit insnijdingen in de vleugels en ter hoogte van de verankeringspunten. De gedemonteerde F-16 bevindt zich momenteel op de basis Melsbroek. Hij wordt in de komende weken via wegtransport naar Florennes teruggebracht. Daar worden via een expertise de reparatiekosten bepaald.

Bij Defensie is momenteel geen enkele raming bekend van de schade die Marokko en Algerije hebben opgelopen.

Het incident is gesloten.

10 Samengevoegde vragen van

- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de beslissing van de ministerraad van 24 december 2010 omtrent de deelname aan operaties in 2011 en het NRF in 2011-2013" (nr. 1882)
- de heer Philippe Blanchart aan de minister van Landsverdediging over "de operationele inzet in 2011" (nr. 2321)

10.01 Theo Francken (N-VA): Tijdens de ministerraad van 24 december 2010 werd het Belgische buitenlandse engagement vastgelegd.

Wat is het troepenplafond dat voor buitenlandse operaties kan worden ingezet? Hoeveel militairen en burgers zullen tegelijkertijd worden ingezet? Hoeveel personeelsleden zullen in 2011 werkzaam zijn in internationale staven? Wat zijn de geraamde kosten voor het nakomen van onze internationale verplichtingen in 2011? Ligt dat bedrag hoger dan in 2010? Worden de UNTSO- en de Belare-missies stopgezet in 2011? Wordt de missie in Libanon definitief stopgezet op 31 augustus 2011?

10.02 Philippe Blanchart (PS): De ministerraad heeft op 24 december de deelname aan operaties in 2011 en de Belgische bijdrage aan de *NATO Response Force* in 2011-2013 goedgekeurd.

In welke operatiegebieden zijn onze militairen actief? Hoeveel militairen nemen aan elke operatie deel? Hoelang duurt telkens hun inzet? Welk budget wordt er voor elke operatie uitgetrokken?

Het is wenselijk dat het Parlement daarover ingelicht zou worden.

Wat is de balans van de antipiraterijmissies in de Golf van Aden en voor de Somalische kust?

Hebben de Europese ministers van Defensie het al gehad over de geplande versterking van de lokale maritieme capaciteit in Djibouti en Jemen met het oog op de bestrijding van de piraten?

Zo ja, wat zijn de krijtlijnen van deze nieuwe missie?

10.03 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Het troepenplafond voor buitenlandse operaties staat beschreven in de politieke oriëntatienota van juni 2008. Conform het regeerakkoord zal een groter deel van het werkingsbudget worden ingezet voor operaties en trainingen. We streven naar een gemiddelde van 1.200 militairen per jaar voor vredesoperaties.

Momenteel, tot de terugkeer van het fregat Louise-Marie op 7 februari 2011, wordt een duizendtal militairen ingezet in het buitenland. Vanaf maart tot eind 2011 zullen het ongeveer 800 zijn. Daarnaast zijn er ongeveer 55 militairen tewerkgesteld in internationale staven. Eind maart zal de minister van Defensie nieuwe voorstellen voorleggen aan de ministerraad.

De kosten voor het nakomen van onze internationale verplichtingen in 2011 worden geraamd op 156,463 miljoen euro bruto of 76,766 miljoen netto. Dat is niet hoger dan in 2010.

Onze deelname aan de UNTSO-operatie werd opgenomen in mijn nota aan de ministerraad en blijft voortduren in 2011. De Belare-missie valt voortaan onder het budget Training.

(Frans) Mijn medewerkers zullen u een overzicht bezorgen van onze operationele inzet voor 2011.

Het fregat Louise-Marie heeft operatie Atalanta beëindigd op 20 januari. Het schip wordt op 7 februari in Zeebrugge verwacht. Wij kunnen nu al zeggen dat het schip zijn opdracht met succes heeft kunnen afronden.

De Europese Unie denkt aan een opdracht inzake lokale maritieme ontwikkeling die uit twee delen zou bestaan: ondersteuning inzake planning met betrekking tot het materiaal, en tevens het verstrekken van een opleiding aan land en op zee op het gebied van zeevaart en tactiek. Het is de bedoeling om een bepaalde capaciteit te ontwikkelen in het kader van de Eastern African Maritime Component (EAMC) en om Somalië in

staat te stellen zijn kust te controleren. Dit project werd nog niet besproken door de Europese ministers van Defensie.

10.04 Theo Francken (N-VA): Als in augustus de operatie in Libanon wegvalt, zal er dus nog maar een 700-tal militairen aan buitenlandse operaties deelnemen?

10.05 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): Onze deelname aan de VN-operatie in Libanon werd op mijn voorstel verlengd tot eind augustus. Dat is gebeurd in een periode van lopende zaken, eind maart moet hierover een definitieve beslissing worden genomen. Het is niet juist dat ik niet positief sta tegenover deze operatie. Wel is de oriëntatie van onze aanwezigheid veranderd: wij hebben het veldhospitaal Tibnin verlaten en concentreren ons nu op onze kerntaak, de ontmijning in de Blue Line.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de herbestemming van de kazerne aan de citadel van Diest" (nr. 1920)

11.01 Theo Francken (N-VA): Er zou vooruitgang zijn in het dossier over de herbestemming van de kazerne aan de citadel van Diest. De provincie organiseerde al overlegmomenten met alle betrokkenen in januari en maart 2010. Nadien was er nog een ontmoetingsmoment op de site en nog later werd er een stuurgroep opgericht waarin verschillende partijen, waaronder Defensie, zitten.

Is er al meer bekend over de herbestemming van de citadel? Klopt het dat er in opdracht van de stad en van de provincie een haalbaarheidsonderzoek over de herbestemming wordt of werd uitgevoerd? Wat is het resultaat hiervan of wanneer wordt het resultaat verwacht? Hoe verliep de laatste vergadering van de stuurgroep? Wanneer vergadert die opnieuw? Wie vertegenwoordigt Defensie? Wie zal de herbestemming financieren? Hoeveel vraagt Defensie voor de site? Is er al een koper?

11.02 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): In het kader van de toekomstige ruimtelijke invulling op het gewestplan werd voor elke site die Defensie in 2010 heeft verlaten, bepaald wie het initiatief moet, moest of zal nemen: de gemeente, de provincie of het Gewest.

De stad en de provincie hebben inderdaad een extern bureau de opdracht gegeven om een haalbaarheidsstudie uit te voeren over de verschillende opties. Die studie loopt nog tot de lente en een keuze is dus nog niet gemaakt.

De ambtelijke stuurgroep die deze haalbaarheidsstudie opvolgt heeft voor het eerst vergaderd op 26 november 2010. Een volgende vergadering ligt nog niet vast.

Op 23 december 2010 is niet de stuurgroep, maar de werkgroep samengekomen. Op verzoek van de stad was er een afvaardiging van Defensie aanwezig, meer bepaald het kwartiercommando. De vergaderingen verlopen constructief en het externe studiebureau krijgt de nodige informatie.

De kosten voor de ombouw van de citadel zullen wellicht ten laste vallen van de nieuwe eigenaar. Defensie zal de site overdragen aan de FOD Financiën, die de venale waarde zal bepalen. Het is nog niet duidelijk of het een minnelijke onteigeningsprocedure wordt of een verkoop aan de meest biedende.

Voor de omliggende gronden heeft het Vlaams Gewest, met name het Agentschap voor Natuur en Bos, interesse laten blijken.

11.03 Theo Francken (N-VA): Ik hoop dat de site in de handen van de stad of de provincie komt, zodat ze een publiek karakter kan houden.

Het incident is gesloten.

12 Samengevoegde vragen van

- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "de kritiek van Chef Defensie Delcour" (nr. 1932)
- mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Landsverdediging over "de kritische uitspraken van stafchef Delcour" (nr. 1934)
- mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Landsverdediging over "de taalevenwichten binnen het leger" (nr. 1937)
- de heer Gerald Kindermans aan de minister van Landsverdediging over "de recente nieuwjaarsbrief van de Belgische Chief of Defense, generaal Charles-Henri Delcour" (nr. 1954)
- de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "de nota van 24 december van generaal Delcour" (nr. 2311)

12.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Volgens de pers had stafchef Delcour heel wat kritische bedenkingen bij het huidige defensiebeleid.

Kan de commissie de integrale tekst van de nieuwjaarsbrief van de CHOD krijgen? Wat is de reactie van de minister op de kritiek op de vrijwillige legerdienst? Hoe kan de minister die blijven verdedigen? Hoe reageert de minister op de bewering dat de concentratie van middelen en personeel voor de operatie in Afghanistan problematisch is voor het functioneren van het leger op andere gebieden?

Wij benadrukken al lang het belang van internationale samenwerking en taakverdeling op basis van de beheersing van de militaire budgetten. Specialisatie en taakverdeling op Europees vlak of tussen verschillende landen zijn nodig.

Wat realiseerde de minister op dat vlak? Legt de tweespalt tussen de minister en de CHOD geen hypotheek op het functioneren van Defensie in het algemeen?

12.02 Annick Ponthier (VB): De algemene opmerkingen van de stafchef moeten toch gestoeld zijn op concrete gegevens of cijfers? Wat zullen de gevolgen daarvan zijn voor de persoonlijke verhouding tussen de minister en de stafchef? Welke contacten had de minister met hem over deze uitspraken en wat was het resultaat? Wat is het standpunt van de minister in verband met de diverse opmerkingen en kan hij deze weerleggen met cijfermateriaal?

Mijn tweede vraag betreft de uitspraken van de stafchef over het taalonevenwicht in het leger. Het Vlaams Belang meent dat de mogelijkheden voor iedereen gelijk zijn en dat het iedereen vrij staat om er gebruik van te maken. Voor ons is er vooral sprake van een attitudeprobleem, voor de stafchef is er een probleem van kwaliteitsverschil inzake het onderricht van de tweede taal en mindere beschikbaarheid van Franstaligen om zich naar Brussel, Vlaanderen of internationale posten te laten overplaatsen.

De stafchef kondigt maatregelen aan om de tweetaligheid van legerofficiers te bevorderen. Dergelijke maatregelen werden vroeger toch al getroffen? Wat zijn daarvan de resultaten? Welke maatregelen bedoelt de stafchef en wat is de timing daarvan? Wordt daaraan ook een evaluatie gekoppeld en wanneer?

12.03 Gerald Kindermans (CD&V): Volgens *De Standaard* zou de stafchef in zijn jaarlijkse nieuwjaarsbrief een hele reeks punten hebben aangestipt, waaronder de taalverhoudingen binnen het leger, de deelname aan buitenlandse operaties, de vrijwillige legerdienst, het toelaten van embedded journalism en het budget voor Defensie.

Kan de minister een korte uitleg geven bij al die punten?

12.04 Anthony Dufrane (PS): Volgens generaal Delcour is het bestaande materieel als gevolg van onze deelname aan internationale en nationale missies 'tot op de draad' versleten en werd er niet voor de nodige vervanging gezorgd.

Kunt u ons cijfers bezorgen in verband met de investeringen tijdens de periode van 1999 tot 2007 en van

2007 tot 2010? Welk materieel is er 'tot op de draad' versleten?

De CHOD zei ook nog dat de investeringen niet langer in overeenstemming zijn met de operationele noden, omdat de optionele schijven in verband met de vervanging van de operationele voertuigen van de landcomponent in het verleden op een willekeurige manier opgesplitst zouden zijn.

Wat is de verhouding tussen het aantal LMV-, MPPV- en AIFV-voertuigen dat momenteel in buitenlandse operaties wordt ingezet en het aantal bestelde en geleverde voertuigen? Is het volgens u essentieel dat het voltallige defensiepersoneel en alle eenheden over hun eigen uitrusting beschikken?

Generaal Delcour wijst ook op een probleem met het effectief, als gevolg van de personeelsherstructurering die op gang werd gebracht door uw plan 'de voltooiing van de transformatie'.

Welke maatregelen zult u nemen met het oog op een betere rekrutering? Hoe kan worden voorkomen dat kandidaten afhaken tijdens de basisopleiding voor vrijwilligers, onderofficieren en officieren?

Wat de herstructurering van de infrastructuur betreft, wanneer krijgt het Parlement een voorstelling van uw meerjarenplan? Ik betreur dat mijn collega's niet akkoord gingen met de hoorzitting van de CHOD.

Bent u bereid, halverwege uw hervorming, naar het Parlement te komen met een soort balans en er een en ander uit toe te lichten?

12.05 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Ik denk dat een schriftelijk antwoord meer aangewezen is wanneer men mij vraagt cijfers voor te leggen.

Mijnheer Dufrane, ik ben bereid een uiteenzetting te geven over de evolutie van de investeringen sinds 1999. Maar om tijd te winnen, stel ik voor dat ik u al die gegevens schriftelijk meedeel.

(*Nederlands*) De CHOD betreurt vooral dat er politieke spelletjes worden gespeeld en benadrukt dat de relaties met mijzelf correct zijn en dat wij op een serene manier de transformatie van Defensie tot een goed einde hebben gebracht.

De vrijwillige militaire inzet is nu vier maanden oud. De rekrutering loopt behoorlijk en de uitval komt overeen met het officiële rekruteringscircuit.

De CHOD heeft geen uitspraak gedaan betreffende de concentratie van middelen en personeel in Afghanistan, maar hij zegt wel dat de condities waarin moet worden gewerkt, extreem zijn.

Er is geen enkele reden om eraan te twijfelen dat de regeringsopties zouden worden gevolgd door Defensie. Het hervormingsplan en zijn uitvoering zijn daarvan het beste bewijs.

In 2010 was er geen ruimte voor decompressie omdat het dossier slecht voorbereid en slecht aangepakt werd. Worden er in de toekomst andere oorden voorgesteld met het oog op decompressie, zal dit onderzocht worden, maar ik beschouw dit als een bijkomstigheid.

De discussie rond de taalverhoudingen is geen nieuw fenomeen. Er is nu een parlementaire werkgroep onder het voorzitterschap van de heer Maertens. Ik stel voor dat wij de resultaten van die werkgroep afwachten vooraleer conclusies te trekken.

(*Frans*) De bevoegde diensten hebben me een nieuw wervingsconcept voorgesteld. Het is gestoeld op drie pijlers: de *active recruiters*, de *local recruiters* en de communicatiekanalen die dicht bij de digitale wereld van de jongeren aanleunen.

Wat het materieel betreft, zijn de Leopard-tanks inderdaad tot op de draad versleten. Ze worden echter niet

meer ingezet bij onze buitenlandse missies. Daarvoor wordt gebruikt gemaakt van AIV- en MPVV-voertuigen.

Het enige investeringsplan dat tijdens de voorbije drie jaar ten uitvoer werd gebracht, en waarvoor ik middelen heb moeten zoeken, is het plan-Van Daele.

12.06 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Heel wat punten van kritiek van de CHOD komen overeen met de opmerkingen van mijn fractie. Concentratie van middelen naar één operatie brengt een onevenwicht met zich mee en zorgt voor bepaalde risico's. Het defensiebeleid heeft belang bij eenheid. Als de visie van de minister niet wordt gedeeld door de CHOD, dan is er een probleem.

12.07 Annick Ponthier (VB): De verspreiding van een aantal kritische nota's is niet bevorderlijk voor de werking van Landsverdediging. We zullen ons verder baseren op concrete cijfers en gegevens om conclusies te trekken.

Heeft de minister in zijn antwoord zijn initiatieven inzake taalkwesties opgesomd?

12.08 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): In het antwoord dat ik had voorbereid verwijs ik naar een vorig antwoord ter zake.

12.09 Annick Ponthier (VB): Bij de vorige vragen daaromtrent heeft de minister ook niet aangegeven welke de initiatieven zijn om de tweetaligheid concreet te bevorderen.

12.10 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): De initiatieven die genomen worden om de tweetaligheid van de kaderleden te bevorderen, zijn *multifocused*.

Er zijn heel wat maatregelen ingevoerd. Het heeft altijd in grote mate te maken met de ingesteldheid van het individu of men effectief wil ingaan op de geboden mogelijkheden. Zo is er het samen logeren van de Franstalige en Nederlandstalige leerlingen op dezelfde kamer in de Koninklijke Militaire School. Ook geeft men een briefing om de leerlingen van de Koninklijke Militaire School ertoe aan te zetten een jaar in de andere landstaal te volgen. Er is ook individuele begeleiding voor de leerlingen die het examen grondige kennis willen afleggen. Officieren kunnen vrijwillig tijdens een vakantieperiode taalcursussen volgen en cursussen in een andere landstaal volgen.

12.11 Gerald Kindermans (CD&V): De CHOD mag zijn mening kenbaar maken, maar moet wel beseffen dat, als bepaalde uitspraken in de media terechtkomen, ze met een politieke agenda bekeken kunnen worden. Vele zaken die gezegd zijn, zullen stof zijn bij de regeringsonderhandelingen.

12.12 Anthony Dufrane (PS): Als ik het goed begrijp, zijn de uitlatingen van de CHOD over het tot op de draad versleten materieel ongegrond, omdat het materiaal waarnaar hij verwees, afgeschreven is.

Waarom zou hij zich uitlaten over afgeschreven materieel? Dat vind ik toch opmerkelijk.

U bent ook niet ingegaan op mijn voorstel om naar het Parlement te komen met een balans van uw werk.

12.13 Minister Pieter De Crem (*Frans*): Dat wil ik met alle plezier doen. Er hoeft alleen nog maar een datum vastgesteld te worden.

De **voorzitter**: Mijnheer Dufrane, mag ik u vragen een datum voor te stellen voor februari of maart!

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Landsverdediging over "de beschikbaarheid van legerterreinen voor particulieren of bedrijven" (nr. 1958)

13.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Zijn alle militaire domeinen die thans gebruikt worden door Landsverdediging, nog steeds eigendom van dat departement? Genieten de militaire domeinen waarvan Landsverdediging eigenaar is, een bijzonder statuut? Nemen ze een speciale plaats in op het gewestplan?

Zijn ze aan specifieke exploitatievereisten onderworpen?

Hoeveel terreinen worden er momenteel niet gebruikt door Defensie? Hoeveel terreinen van Defensie staan te koop en voor welke terreinen wordt er een nieuwe koper gezocht? Waar liggen ze en wat is de vraagprijs?

Naar verluidt zouden een aantal lappen grond ter beschikking zijn gesteld van groepen burgers die op zoek waren naar landbouwgrond om er een gemeenschappelijke groentetuin op aan te leggen. Welke procedure moeten particulieren of bedrijven die een braakliggend militair terrein willen exploiteren, volgen?

Het statuut van de militaire installaties wordt geregeld bij twee besluiten van het Directoire van 11 april 1796, waarin het beheer ervan wordt toevertrouwd aan het militair opperbevel.

Kan u ons de exacte tekst bezorgen? Uw diensten zouden die naar de bibliotheek van het Parlement sturen, maar we hebben die nooit ontvangen.

13.02 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): De terreinen die door Defensie worden gebruikt, zijn niet allemaal eigendom van het departement. Vier domeinen behoren toe aan een andere publieke overheid, drie zijn eigendom van een vennootschap en één is in het bezit van een particulier. Die domeinen worden gebruikt op grond van een vergunning of huurcontract.

De terreinen die wel eigendom zijn van Defensie hebben een specifiek statuut, op basis van het decreet van 8 juli 1791 betreffende de bewaring en de klassering van de vestingen en militaire posten, de politie over de vestingwerken en andere daarmee verband houdende zaken.

In het Vlaams Gewest hebben de militaire domeinen in principe geen bestemming in het gewestplan. In het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest staan ze ingekleurd als zone voor openbaar nut.

In het kader van de herstructurering zijn er ook zes terreinen die momenteel niet worden gebruikt, naast de domeinen die reeds werden gesloten of die binnenkort zullen worden gesloten. Voor twee van die terreinen, één in Marche-les-Dames en één in Jambes, is er een verkoopprocedure aan de gang.

De vaststelling van de verkoopwaarde gebeurt door de comités tot aankoop van onroerende goederen. De herbestemming van de terreinen is dan weer een gewestbevoegdheid. De gesloten militaire terreinen worden buiten gebruik gesteld en vervolgens aan de FOD Financiën overgedragen, die de verkoop ervan regelt. De kandidaat-kopers kunnen zich richten tot de comités tot aankoop van onroerende goederen. Defensie kent geen gebruiksrecht meer toe op vervreembare domeinen, behalve in het kader van een onteigeningsprocedure of als er een meerwaarde is voor het departement.

Ik kan u een uittreksel bezorgen uit het besluit van 22 germinal jaar IV betreffende de bewaking en de bewaring van de vestingen.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "de twee kampeerterreinen van de CDSCA aan de Vlaamse kust" (nr. 2077)**

14.01 **Bert Maertens** (N-VA): De Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie van het leger (CDSCA) beschikt over twee kampeerterreinen aan de kust: een vakantiecentrum in Lombardsijde en 't Liefdoord in Koksijde. Beide campings liggen in natuurgebied en beschikken niet over een exploitatievergunning.

Vindt de minister dat het leger deze kampeerterreinen moet behouden? Is het niet beter om samen te werken met privévakantiedomeinen om voordelige vakanties aan te bieden?

De minister heeft eerder verklaard voor het behoud van de campings te zijn. Volgens regelgeving uit 1791 en 1811 gaat het over militaire installaties en zijn ze niet onderhevig aan burgerlijke vergunningsplicht.

Mijn eerste concrete vraag: blijft de minister bij zijn standpunt?

De **voorzitter**: Een mondelinge vraag moet kort en pertinent zijn en niet bestaan uit verschillende onderwerpen met daaraan allemaal aparte vragen verbonden. Een deel van de informatie kan ook schriftelijk aan de minister worden gevraagd.

14.02 Bert Maertens (N-VA): Dat heb ik gedaan, maar er komt maar geen antwoord. In een periode van lopende zaken gelden er geen termijnen.

14.03 Minister Pieter De Crem (Nederlands): De heer Maertens heeft een punt.

Een deel van het antwoord, het cijfermateriaal, zal ik schriftelijk aan de commissie bezorgen. Wat mijn mening over de kampeerterreinen betreft, ben ik duidelijk: zij moeten als militaire installaties worden beschouwd.

De centra zijn niet getoetst aan het Vlaams Toeristisch Logiesdecreet en er zijn geen officiële rapporten.

Wij hebben geprobeerd een basisprotocol af te sluiten met het Vlaams Gewest over de toepassing van de gewestelijke regels door Defensie. Defensie heeft in 2008 aan de drie Gewesten voorgesteld daarvoor een ad-hocwerkgroep op te richten. De Gewesten zouden zelf de basisprincipes van een milieuprotocol evalueren en de bevindingen aan Defensie bezorgen. In 2009 heb ik de Vlaamse minister van Leefmilieu om die evaluatie gevraagd, maar ik heb nog geen antwoord gekregen. Ik zal mijn vraag herhalen.

14.04 Bert Maertens (N-VA): Er zijn juridische twijfels over de vrijstelling van de burgerlijke vergunningsplicht. Uit een extern juridisch advies dat Toerisme Vlaanderen heeft aangevraagd blijkt dat de campings niet behoren tot de militaire installaties.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "de staat van de Belgische militaire kerkhoven" (nr. 2195)

15.01 Bert Maertens (N-VA): De vzw Monumentenwacht inspecteerde in 2010 de tien West-Vlaamse militaire begraafplaatsen en stelde daarbij uiteenlopende schade vast aan de graven en de infrastructuur. Per begraafplaats werd een reeks aanbevelingen opgesteld voor dringende verbeteringswerken.

Is de minister op de hoogte van de toestand van de Belgische militaire kerkhoven? Hoe en hoe vaak controleert Defensie het onderhoud van de Belgische militaire kerkhoven? Welke conclusies trekt Defensie uit de laatste evaluaties? Beschikt de minister over de inspectierapporten en aanbevelingen van Monumentenwacht? Welke acties heeft hij op basis daarvan ondernomen? Is er voldoende budget voor een goed beheer, onderhoud en restauratie van de Belgische militaire begraafplaatsen? Welke bijkomende aandacht en investeringen zijn ter zake gepland met het oog op de nakende herdenking van 100 jaar Eerste Wereldoorlog?

Welke acties zijn er om de toegankelijkheid en het bezoekersonthaal van deze kerkhoven te verbeteren?

15.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Ik ben goed vertrouwd met de toestand van de kerkhoven en zal me met mijn departement inspannen om de herdenkingsactiviteiten 2014-2018 waardig te laten verlopen. Binnen Defensie informeert het Nationaal Instituut voor de Veteranen, Oorlogsinvaliden, Oud-strijders en Oorlogsslachtoffers mij over de toestand van de kerkhoven. Het onderhoud door privé-ondernemingen wordt geëvalueerd door het lokaal personeel. De staat van de graven wordt lokaal opgevolgd door het verantwoordelijke militaire kwartier maar ook door de dienst Oorlogsgraven. De infrastructuurwerken worden opgevolgd door de regionale centra voor de infrastructuur. Noodzakelijke werken werden reeds uitgevoerd, andere zijn gepland in de nabije toekomst.

Defensie beschikt via de dienst Oorlogsgraven over de inspectierapporten van Monumentenwacht en heeft in 2010 de situatie van alle Belgische militaire kerkhoven in kaart gebracht. Men wil voor het eerste semester van 2011 een actieplan opstellen.

Ik beschik over een structureel budget voor het onderhoud van de kerkhoven. Bijkomende maatregelen zijn mogelijk in geval van specifieke behoeften. In het kader van de herdenkingsplechtigheden komt er een *letter of agreement* tussen de gewestelijke overheden en Landsverdediging.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de sterke stijging van het aantal ongevallen tijdens operaties" (nr. 2320)

16.01 Theo Francken (N-VA): Uit een antwoord op een schriftelijke vraag van mij blijkt dat het aantal ongevallen tijdens operaties sterk stijgt. Het aantal soldaten en de plek waar ze gestationeerd zijn, blijkt daarbij niet van doorslaggevend belang te zijn.

Het aantal ongevallen in gewone dienst of tijdens oefeningen daalt daarentegen sterk.

Hoe zijn die sterke stijging bij operaties en die sterke daling bij oefeningen te verklaren? Kan de minister een overzicht geven van het aantal ongevallen per operatie sinds 2000? Wat waren de belangrijkste oorzaken? Hoeveel ongevallen hadden een lichamelijk letsel tot gevolg? Hoe vaak leidde dat tot de repatriëring van de soldaat? Zijn de cijfers voor 2010 al volledig beschikbaar? In het schriftelijk antwoord liepen de cijfers tot eind september.

Klopt het dat veel ongevallen te maken hebben met verouderd materieel of met het gebrek aan vertrouwde met nieuw materieel? Hoe kunnen we het aantal ongevallen verminderen? Welk beleid voert de minister?

16.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Ik moet me beperken tot een algemeen antwoord omdat de vraag gisteren pas werd ingediend en naar heel specifieke gegevens polst.

Het aantal ongevallendossiers daalde van 2000 tot 2005. Dat heeft te maken met het lagere aantal manschappen in operaties, in het bijzonder in Kosovo. De toename na 2005 heeft dan weer te maken met het hogere aantal manschappen in nieuwe operatiegebieden als Libanon en Afghanistan. Er komen vooral verkeers- en sportongevallen voor. Voor elk ongeval wordt een ongevallendossier geopend en dat was tot 2005 niet het geval.

De analyse van de ongevallen sinds 2000 vergt heel wat tijd, ik zal ze later bezorgen. In mijn antwoord op de schriftelijke vraag nr. 47 van 27 september 2010 is een drukfout geslopen. Het aantal ongevallen in normale dienst en bij oefeningen bedraagt 1.047 en niet 11.047.

In 2010 hebben zich 1.070 ongevallen voorgedaan in normale dienst en bij oefeningen tegenover 542 in operaties.

Er zijn geen aanwijzingen voor de stelling dat veel ongevallen aan het materieel te wijten zijn, of het nu oud of nieuw materieel is. Defensie streeft ernaar het ongevallenrisico in elke situatie tot een minimum te herleiden. We werken met een soort scorebord waarop we de evolutie van de ongevallen permanent in de gaten houden.

16.03 Theo Francken (N-VA): De minister schrijft het stijgende aantal ongevallen toe aan het feit dat er sinds 2005 weer meer soldaten op nieuwe buitenlandse missies zijn. In de cijfers blijkt dat niet helemaal te kloppen. In Afghanistan bijvoorbeeld sporen de cijfers van 2009 ongeveer met die van 2005.

16.04 Minister Pieter De Crem (Nederlands): In de cijfers zitten ook de sportongevallen, ook die die tijdens

operaties gebeuren. Dat sporten is noodzakelijk want de militairen moeten aan hun BMI werken.

16.05 **Theo Francken** (N-VA): De minister gaat me toch niet wijsmaken dat er veel verkeersongevallen gebeuren op het fregat in de golf van Aden?

16.06 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Wel aan de kades en bij het aan- en afvoeren van rollend materieel.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.01 uur.